

Rapport financier

S.T. Dupont
PARIS



34

Groupe

- 36 – Rapport d'activité du Groupe
- 45 – Comptes consolidés du Groupe
- 84 – Rapport des commissaires aux comptes

86

Société mère

- 87 – Rapport de gestion de la société mère
- 96 – Tableau des résultats des cinq derniers exercices
- 97 – Comptes simplifiés de la société mère
- 104 – Rapports des commissaires aux comptes
- 111 – Rapport du Directoire à l'Assemblée Générale Mixte
- 122 – Résolutions – Assemblée Générale Mixte
- 135 – Rapport du Conseil de Surveillance
- 136 – Rapport du Président du Conseil de Surveillance
- 141 – Rapport des commissaires aux comptes – Contrôle interne

143

Autres informations

- 144 – Organigramme du Groupe
- 145 – Structure organisationnelle du Groupe
- 146 – Informations générales concernant l'émetteur et le capital
- 153 – Informations sur le capital de la société et rémunération des dirigeants
- 154 – Informations sur la dépendance et la protection
- 155 – Facteurs de risques
- 160 – Responsables du document de référence et du contrôle des comptes
- 163 – Tableau de concordance



1. FAITS MARQUANTS

1.1 Un environnement économique et conjoncturel difficile

Événements majeurs survenus au cours de l'exercice

L'enchaînement d'événements exogènes, principalement au premier trimestre de l'exercice 2003-2004, a fortement pénalisé le climat économique mondial, la consommation en Asie et le "travel retail" (l'industrie touristique) :

- l'épidémie du SRAS ;
- les différents attentats ;
- le conflit irakien.

Si ces événements ont un fort retentissement sur l'activité au premier semestre de l'exercice 2003-2004, la reprise de l'activité mondiale – notamment aux États-Unis, en Chine et au Japon, qui affichent des taux de croissance soutenus – durant le premier trimestre calendaire 2004 permet d'aborder l'exercice 2004-2005 dans des conditions économiques plus favorables pour accueillir le développement de la société.

Impact de change

Le renforcement de l'euro par rapport au dollar pèse très négativement sur l'évolution de l'activité (- 5,7 points de croissance). Entre le 1^{er} avril 2003 et le 31 mars 2004, le dollar s'est déprécié de 11,8 %. Compte tenu d'une structure de coûts libellés essentiellement en euros, l'effet de change a touché directement la marge brute à hauteur de 5,2 millions d'euros.

Hors effet de change, le Groupe aurait donc affiché une croissance de 5 % pour atteindre un taux de marge de 50,7 %.

La politique de couverture des devises a permis d'atténuer significativement cet effet de change. Le montant net des profits de change comptabilisés à ce titre dans le résultat financier sur l'exercice est de 1,0 million d'euros.

On peut estimer l'impact des effets de change sur le résultat net de l'exercice à environ - 3,8 millions d'euros, légèrement supérieur à celui de l'année précédente.

1.2 Un renforcement des équipes

La volonté de redynamiser la marque et la définition de nouveaux axes stratégiques de développement ont conduit le Groupe à se doter de nouvelles compétences ayant déjà fait leurs preuves dans l'univers du luxe.

Ainsi, Benjamin Comar a rejoint S.T.Dupont en qualité de Directeur Général Adjoint en charge du marketing, du commercial et de la communication. Son objectif premier est le redéploiement de la marque et l'accélération du développement commercial.

La Direction de la filiale au Japon, pays stratégique de développement pour le Groupe, est dorénavant assurée par Tom Chu.

Jason Basmajian a pris la Direction Artistique du prêt-à-porter pour relancer cette activité qui devrait renforcer la présence de l'image de S.T.Dupont et la visibilité de la marque.

Corinne Delattre a pris la Direction de la Communication du Groupe au début de cette année calendaire 2004.

La Division Maroquinerie s'est structurée dans la perspective d'une forte expansion de cette activité pour le futur.

1.3 Plan de déploiement de la marque S.T.Dupont

Les choix stratégiques définis par la Direction du Groupe S.T.Dupont depuis plusieurs années ont pour objectif de renforcer la présence de la marque et de la faire reconnaître comme un acteur incontournable du secteur du luxe masculin.

En termes d'image, plusieurs actions ont été menées dans ce but, qui devraient annoncer le renouveau de la marque :

- un logo épuré et modernisé ;
- une nouvelle icône (monogramme D), signe de reconnaissance de la marque ;
- des codes couleurs redéfinis ;
- un nouveau packaging inspiré d'un produit culte de la marque (pointe de diamant) ;

- un nouveau concept de boutiques qui verra le jour dans le cadre de la rénovation de la boutique avenue Montaigne et sera étendu, progressivement à l'ensemble du réseau de distribution ;
- une nouvelle campagne de communication qui consolidera l'image d'une marque de luxe pour hommes d'exception, dynamique et résolument moderne ;
- un contrôle renforcé de l'image sur les points de vente détaillants.

En termes d'offre produits, les efforts de recherche et de développement menés à bien pendant l'exercice permettront de proposer une gamme plus large, qui s'appuie sur les savoir-faire uniques et les valeurs de la marque. Dans chaque gamme, des lancements de produits créatifs, modernes et luxueux sont programmés.

1.4 Accélération de la politique de distribution contrôlée

Le renforcement du réseau de distribution contrôlé reste un axe majeur de développement pour S.T.Dupont.

À fin mars 2004, le réseau de distribution compte 14 boutiques en propre, 47 boutiques sous contrat et 211 shop-in-shops.

Soit une augmentation de 30 points de vente contrôlés depuis le 31 mars 2003, la Chine constituant la principale source de croissance.

1.5 Accord de licence exclusive avec Itochu Corp. au Japon

Un nouvel accord illustre la stratégie volontariste de déploiement de la marque, dont le prêt-à-porter constitue un axe majeur : celui signé par S.T.Dupont avec Itochu au Japon, avec une mise en place opérationnelle en février 2004.

Itochu (conglomérat totalisant un chiffre d'affaires de 87 milliards de dollars), reconnu pour son expertise dans la distribution des produits de luxe, distribuera sur le marché japonais le prêt-à-porter "S.T.Dupont Classics". Itochu s'est engagé à accélérer le développement de l'activité prêt-à-porter pour homme de S.T.Dupont, avec aussi des engagements d'ouverture de points de vente dans les grands magasins et dans les boutiques spécialisées.



1.6 Émission d'un emprunt obligataire OCEANE

Le 14 avril 2004, S.T.Dupont a émis 4 756 871 obligations à option de conversion et/ou échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) au prix de 4,73 euros. Cet emprunt d'une valeur nominale de 22,5 millions d'euros portera un intérêt de 7 % payable à terme échu le 1^{er} avril de chaque année. Les obligations seront remboursées en totalité le 1^{er} avril 2009.

Outre le remboursement de l'obligation convertible de 12,6 millions d'euros émise en 1999 arrivant à échéance le 1^{er} avril 2004, l'OCEANE lancée le 24 mars 2004 (ouverture du délai de souscription) permettra de financer le plan de redéploiement de la marque.

Cette opération a connu un fort succès puisque les obligations offertes par priorité aux actionnaires du Groupe ont été sursouscrites à hauteur de 26 %. La tranche de 10 % réservée au public a également été sursouscrite à hauteur de 17 %.

L'actionnaire majoritaire, après finalisation de l'opération, a indiqué à la société qu'il était détenteur de 3 403 485 obligations convertibles correspondant à 71,55 % des 4 756 871 obligations convertibles émises au total.

2. ÉVOLUTION GÉNÉRALE

2.1 Environnement international

La scène internationale a été marquée par l'intervention militaire en Irak, l'épidémie de SRAS, le renforcement de l'euro face au dollar, mais aussi par la forte expansion de l'ensemble du monde asiatique, notamment celle de la Chine pour ses performances économiques et technologiques.

Le conflit irakien, la recrudescence des risques terroristes et géopolitiques, ainsi que les différents scandales financiers ont très largement contribué à la dépréciation du dollar. En conséquence, l'évolution de la parité euro/dollar et des monnaies liées a très fortement pesé sur le résultat des entreprises européennes réalisant une forte proportion de leur activité à l'étranger.

Aux États-Unis, l'activité a montré des signes de redressement, après trois années difficiles, stimulée par une politique économique volontariste et des exportations accrues (+ 9,3 %), favorisées par la baisse du dollar.

Après avoir connu une quasi-récession au premier trimestre, les analyses de conjoncture de l'INSEE indiquent que les pays de la zone euro, l'Allemagne en tête suivie de la France et de l'Italie, sont de nouveau sur la voie de la croissance. C'est essentiellement grâce à la reprise aux États-Unis et à la relance du commerce international que la zone euro commence à sortir de la crise.

La Russie s'installe également dans la croissance, affichant pour 2003 un taux de 6 %, une monnaie stable, une inflation maîtrisée et une confortable réserve en devises.

L'évolution la plus perceptible vient du continent asiatique et plus particulièrement de la Chine. En effet, le rebond spectaculaire de l'activité économique du pays a compensé sans mal les effets dépressifs de la crise du SRAS (qui avait entraîné la quasi-paralysie du pays pendant deux mois) au deuxième trimestre calendaire. Elle est devenue la première destination du monde en matière d'investissement devant les États-Unis.

Pour Hong Kong, il en va autrement. En effet, la peur de la contagion a sinistré le tourisme international et la consommation locale. De plus, de nombreuses petites entreprises ont fermé et le taux de chômage a atteint des niveaux records.

En Corée du Sud, les incertitudes politiques, les différentes séries de scandales et les tensions avec la Corée du Nord ont très largement contribué à instaurer une crise de confiance et à freiner la croissance depuis le milieu de l'année 2003.

L'économie japonaise présente des signes de reprise depuis le milieu de l'année 2003. Cependant, elle dépend des exportations qui représentent 11 % du PIB et qui sont le principal moteur de la croissance avec deux grands marchés, les États-Unis et la Chine.

L'année 2003 qui avait commencé dans un climat de tensions politique, diplomatique, et d'incertitude économique, s'est achevée de façon plus optimiste grâce au retour timide de la croissance, et au redressement des marchés financiers.

2.2 Évolution de S.T.Dupont

Le chiffre d'affaires s'élève pour l'exercice clos le 31 mars 2004 à 86,0 millions d'euros. Il progresse de 5,3 % à taux de change constant mais est, cette année encore, fortement pénalisé par l'évolution défavorable des monnaies pour le Groupe, et en particulier du dollar. Compte tenu des effets de change, le chiffre d'affaires diminue de 0,7 %. L'activité du Groupe a été freinée par un contexte économique international morose et a subi l'impact de la baisse du tourisme liée aux événements exceptionnels.

Les bons résultats du dernier trimestre de l'exercice (premier trimestre calendaire 2004) permettent de compenser les performances médiocres du premier semestre dues à un environnement difficile et notamment une forte baisse de la consommation en Asie (SRAS). Ce fort redressement sur la fin de l'année permet d'aborder l'exercice prochain avec optimisme, la reprise économique étant une base saine pour la croissance prévue et le lancement de nouveaux produits.

Le Groupe s'est attelé au redéploiement de la marque S.T.Dupont et a posé des fondations solides sur lesquelles s'appuiera le développement futur de la marque.



3. ÉVOLUTION PAR ACTIVITÉ

	Chiffre d'affaires au 31/03/04 effet de change inclus		Variation % versus 31/03/03	Chiffre d'affaires au 31/03/04 au taux de mars 2003		Variation % versus 31/03/03	Chiffre d'affaires au 31/03/03	
	Millions d'euros	%		Millions d'euros	%		Millions d'euros	%
Briquets et stylos	49,2	57,1	- 2,8	51,6	56,6	2,0	50,6	58,3
Maroquinerie et autres	32,6	38,0	3,1	34,9	38,2	10,2	31,6	36,5
Chiffre d'affaires produits	81,8	95,1	- 0,5	86,5	94,8	5,2	82,2	94,9
Licences	4,2	4,9	- 3,8	4,7	5,2	+ 8,5	4,3	5,0
Chiffre d'affaires net	86,0	100,0	- 0,7	91,2	100,0	+ 5,3	86,6	100,0

3.1 Briquets et stylos

L'activité briquets est en très légère progression à taux de change constant (+ 3,5 %). Comme l'année dernière, la très forte progression des ventes à taux de change constant au Japon (+ 23,5 % par rapport à l'exercice précédent) a compensé la diminution des ventes en Europe et sur une partie de l'Asie.

Le marché européen confirme en effet la tendance à la baisse, à l'exception de l'Espagne dont les ventes progressent sensiblement (+ 21,3 %).

En Asie, l'activité marque un recul en Corée, ainsi que sur la zone Hong Kong-Chine, où le Groupe poursuit la restructuration de son réseau de distribution ; alors que se développe un réseau de distribution détaillants, cette baisse des ventes est la conséquence du déstockage chez les grossistes.

Par ailleurs, les séries limitées prestigieuses ou séries spéciales (série Leroy Neiman et série Napoléon par exemple) confirment leur succès, en particulier aux États-Unis, signe d'une reconnaissance croissante de la marque sur le territoire.

Le chiffre d'affaires de l'activité des lignes de stylos est pratiquement inchangé par rapport à l'exercice précédent à taux de change constant. La progression des ventes a été pénalisée par la baisse de l'activité cadeaux d'affaires dans une conjoncture difficile.

L'Espagne connaît là encore une forte progression (ventes en hausse de 28,5 %), tandis que les effets de la politique de restructuration de la distribution pénalisent les ventes sur la zone Hong Kong-Chine.

3.2 Maroquinerie et autres produits

Les ventes des gammes hors briquets/stylos – à savoir maroquinerie, ceintures, accessoires et prêt-à-porter – augmentent de manière significative (plus de 10 %) par rapport à l'année dernière à taux de change constant :

- la maroquinerie est en progression de 9 % à taux de change constant. La progression des ventes en Russie et au Moyen-Orient, ainsi que l'introduction d'une nouvelle ligne "Contraste", ont largement compensé un contexte de vente plus difficile en Europe du fait notamment de la diminution de l'activité cadeaux d'affaires. Sa progression est également rapide sur la zone Hong Kong-Chine grâce à la mise en place du réseau de distribution de détail ;
- la vente des accessoires continue de progresser notamment en Europe (+ 9 % hors effet de change) du fait d'une gamme élargie et rajeunie ;

- les ventes de montres sont en forte diminution (- 11 % hors effet de change), mais le lancement de nouveaux produits et l'élargissement de la gamme devraient permettre de redresser cette activité à terme ;
- le prêt-à-porter enregistre la plus forte progression (+ 27 % hors effet de change) grâce aux très fortes progressions au Japon et sur la zone Hong Kong-Chine, ainsi que dans les pays de l'Est. Sur l'exercice, cette croissance est amplifiée par le chiffre d'affaires généré au Japon par la reprise temporaire de l'activité prêt-à-porter avant la mise en œuvre de l'accord avec Itochu en février 2004.

3.3 Licences

L'exercice 2003-2004 marque un retour à la croissance des revenus de licences. Hors effet de change, les redevances montrent une hausse de 8,5 %.

La licence Chine notamment enregistre une forte progression favorisée par un effet de base favorable l'année précédente dû à la réorganisation des réseaux de distribution en Chine.

Ces performances sont neutralisées par la reprise temporaire en interne sur 10 mois de la licence prêt-à-porter au Japon. Cette licence, reprise par Itochu depuis février 2004, devait générer des revenus additionnels sur le prochain exercice.

4. ÉVOLUTION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires au 31/03/04 effet de change inclus		Variation % versus 31/03/03		Chiffre d'affaires au 31/03/04 au taux de mars 2003		Variation % versus 31/03/03		Chiffre d'affaires au 31/03/03 au taux de mars 2003	
	Millions d'euros	%			Millions d'euros	%			Millions d'euros	%
France	8,8	10,8	- 15,9		8,8	10,2	- 15,9		10,5	12,8
Europe (hors France)	26,9	32,9	+ 5,5		27,0	31,2	+ 5,8		25,5	31,0
Asie	36,7	44,8	- 4,2		40,7	47,1	+ 6,4		38,3	46,6
Amériques	3,7	4,5	+ 5,0		4,2	4,9	+ 19,7		3,5	4,3
Autres	5,7	7,0	+ 29,0		5,7	6,6	+ 29,0		4,4	5,3
Chiffre d'affaires produits	81,8	100,0	- 0,5		86,5	100,0	+ 5,2		82,2	100,0

4.1 France

L'activité en France est en net recul par rapport à l'année dernière, fortement touchée par une conjoncture difficile. En effet, dans un climat économique incertain, l'activité cadeaux d'affaires a fortement diminué cette année, pénalisant les ventes de stylos et de maroquinerie. La diminution des flux touristiques a elle aussi eu un impact significatif sur les ventes dans les boutiques « duty free ».

4.2 Europe (hors France)

L'activité sur le reste de l'Europe progresse par rapport à l'année précédente.

L'activité en Espagne s'est avérée particulièrement performante (progression de 21 % des ventes) après un exercice 2002-2003 difficile, grâce à l'arrivée d'un nouveau Directeur Commercial et la définition de nouvelles politiques avec les distributeurs qui ont conduit à un meilleur ajustement de l'offre produits.

La maroquinerie et le prêt-à-porter, qui sont les activités principales en Russie, continuent à bien progresser dans ce pays. L'ensemble des pays de l'Est connaît une forte progression sur l'exercice grâce à l'ouverture de nouveaux points de vente (par exemple, Le Goum à Moscou) et la mise en place de nouveaux corners, ce qui renforce la présence de la marque sur l'ensemble de ces territoires.

Les ventes en Allemagne sont en diminution de 8,6 % malgré une très bonne performance sur le dernier trimestre de l'exercice qui bénéficie de la nouvelle politique d'extension des lignes de produits sur le début de l'année calendaire 2004. Cette nouvelle dynamique devrait porter tous ses fruits au cours de l'exercice prochain.

Les marchés d'Europe méditerranéenne connaissent également une forte progression (+ 25 % par rapport à l'année dernière). La filiale italienne a une activité globale relativement stable (+ 2 %) par rapport à l'année dernière.

4.3 Asie (y compris Japon)

Cette zone, qui représente 47 % du chiffre d'affaires du Groupe, progresse de 6 % à taux de change constant, fortement soutenue par les excellentes performances du Japon. L'évolution défavorable des taux de change du dollar et du yen masque en partie ces performances puisque le chiffre d'affaires publié sur l'Asie est en diminution de 4 %. La progression du Japon qui est de 24 % à taux de change constant est de 15 % en devise locale.

L'Asie, fortement pénalisée au début de l'exercice par les effets de l'épidémie de SRAS sur le tourisme et la consommation, a connu un redressement significatif sur la fin de l'année, qui lui a permis d'atteindre l'équilibre pour la totalité de l'exercice hors effet de change.

Au Japon, le briquet enregistre une très forte progression sur les deux dernières années. La forte progression des ventes alliée au redéploiement de notre distribution contrôlée donne des perspectives encourageantes pour le futur.



La zone Hong Kong-Chine, dont le chiffre d'affaires reste stable à taux de change constant, subit encore les effets de la politique de restructuration du réseau de distribution sur les activités briquets et stylos, le stock de grossistes continuant de s'écouler. En revanche, cette politique commence à porter ses fruits sur les autres activités, en particulier la maroquinerie et le prêt-à-porter. Le réseau détaillant enregistre toujours de fortes progressions sur cette zone (progression des ventes au détail de 7 % sur la zone Hong Kong-Chine).

La limitation de l'accès au crédit a fortement pénalisé la consommation en Corée. Par ailleurs, ce pays évolue dans un marché plus concurrentiel. La vente de briquets est en recul, amplifiée par des déstockages chez les distributeurs.

À Taiwan, les ventes enregistrent une progression de 8 % hors effet de change. Cette progression est le fruit du développement de l'activité cadeaux d'affaires en très forte progression sur l'exercice. Par ailleurs, la filiale a diminué ses stocks de prêt-à-porter, en vue de la réorganisation du réseau de boutiques.

4.4 Amériques

Les Amériques connaissent une forte progression (+ 20 %), pénalisée par l'impact défavorable de l'évolution du dollar par rapport à l'euro, puisque la croissance avec effet de change est de 5 %. La progression la plus significative provient des États-Unis avec une augmentation des ventes de 18 % à taux de change constant, grâce notamment à une demande croissante des séries limitées qui bénéficie aux lignes briquets et stylos.

4.5 Autres marchés

Le Moyen-Orient continue d'enregistrer une bonne croissance (+ 18 % par rapport à l'année dernière), grâce notamment à la très bonne performance des cadeaux d'affaires sur les gammes de stylos, et au succès des lignes lancées au cours de l'exercice en maroquinerie.

5. RESSOURCES HUMAINES

Afin de soutenir la nouvelle dynamique de S.T.Dupont, la société a renforcé des fonctions stratégiques au sein du Groupe.

Sous la responsabilité d'un nouveau Directeur Général Adjoint, le recrutement d'une Directrice de la Communication a permis la mise en œuvre de la nouvelle image et du nouveau style imprimé par la Direction Artistique.

De même, dans la perspective d'une forte expansion de l'activité cuir, une division maroquinerie intégrant les fonctions achat, qualité et logistique a été créée.

Par ailleurs, au centre industriel, la majorité des recrutements prévus dans le cadre de l'accord CATS/CASA signé en 2003 a été effectuée, ce qui a permis de renforcer les fonctions développement et qualité.

Outre un plan de formation aux métiers, l'entreprise a également poursuivi la formation de l'ensemble des utilisateurs de la GPAO et une politique active de contrats de qualification a été menée permettant ainsi à des étudiants d'acquérir une formation alternée théorique et pratique.

Des réunions de cadres organisées périodiquement au sein de la Direction Industrielle ont permis de définir des axes de progrès concernant le développement produits et l'innovation, l'efficacité industrielle, les ressources humaines, l'environnement tout comme le service clients et la stratégie fournisseurs. Ces axes sont déclinés en plans d'action sous la responsabilité des différentes Directions opérationnelles.

6. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Les investissements importants de l'exercice témoignent de la volonté de continuer à augmenter la productivité du centre industriel, de la logistique, l'engagement de poursuivre la mise à niveau des équipements en termes de sécurité et de protection de l'environnement. De nouveaux équipements et une machine de haute technologie laser promettant de nombreuses possibilités de décors sont en cours de développement. Une transformation de l'organisation se met en place pour assurer une logistique plus effi-

cace. Sur un total d'investissements corporels de 3,6 millions d'euros, 2,4 millions d'euros ont été comptabilisés sur le site de Faverges.

De nouveaux partenaires font confiance à S.T.Dupont pour la réalisation de leurs projets de sous-traitance industrielle dans de nouvelles lignes de produits.

Par ailleurs, une partie des budgets a été consacrée aux produits nouveaux et au développement du réseau contrôlé. Plus particulièrement la mise en place d'un outil de gestion des boutiques s'est concrétisée dans l'année et devrait voir son expansion dans le réseau du Groupe prochainement.

7. RÉSULTATS ET STRUCTURE FINANCIÈRE

7.1 Analyse des résultats

Le résultat fortement affecté par les effets de change reste au même niveau que l'année dernière, et ce dans un contexte de redéploiement de la marque et donc d'investissements.

Marge brute

L'impact des effets de change sur le chiffre d'affaires peut être estimé 5,2 millions d'euros (manque à gagner) et un montant équivalent au niveau de la marge, la plupart des coûts étant libellés en euros. Malgré ces effets de change, le taux de marge brute se maintient à un niveau proche de celui de l'exercice précédent, soit 47,7 %. Hors effet de change, le taux de marge brute se serait élevé à 50,7 %, soit une augmentation de presque 3 points par rapport à l'année dernière. Ce bon résultat relatif est le fruit des efforts d'optimisation des coûts de production, et surtout la conséquence d'augmentations tarifaires.

Marge opérationnelle

À l'effet de change, s'ajoute une augmentation des frais fixes, ce qui entraîne une baisse du résultat opérationnel par rapport à l'année précédente.

Les investissements de communication sont stables (+ 1 %) par rapport à l'exercice précédent. Le Groupe a concentré ses efforts sur les marchés stratégiques et sur la préparation du plan de redéploiement.

Les frais commerciaux augmentent à change constant de 3,0 % par rapport à l'année dernière. Ils représentent 19,4 % du chiffre d'affaires au 31 mars 2004 contre 18,7 % l'année dernière. Cette augmentation s'explique par le renforcement des équipes avec l'arrivée de nouvelles compétences (arrivée de B. Comar en août 2003, de T. Chu au Japon, nouveau responsable commercial pour la gamme prêt-à-porter), et par les coûts de gestion des boutiques, notamment au Japon. En effet, l'activité de vente au détail dans ce pays a été reprise en direct par le Groupe jusqu'au nouvel accord de licence avec Itochu qui a pris effet en février 2004. Les coûts non récurrents générés par cette transition s'élèvent approximativement à 0,4 million d'euros.

Les frais administratifs s'accroissent de 5,4 % hors effet de change par rapport à l'année dernière. Cette augmentation inclut les coûts liés au renforcement des équipes Marketing et à l'effort de recherche de nouveaux talents au travers de coûts externes de design (coûts additionnels générés par l'investissement Marketing d'environ 2,5 % par rapport à l'année dernière). Les frais de recherche et développement sont stables par rapport à l'année dernière, le développement des nouvelles lignes étant absorbé par les équipes existantes. Les frais administratifs augmentent pour prendre en compte les coûts de protection juridique de la marque, les frais de recrutement, mais aussi les amortissements des nouveaux outils informatiques mis en place au cours de l'exercice.

La marge opérationnelle s'établit donc à - 3,0 millions d'euros pour l'exercice mais aurait montré un gain de 0,9 million d'euros hors effet de change.

Résultat net

Le résultat financier est en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent, soutenu par la bonne politique de couverture de changes du Groupe.

La perte exceptionnelle comprend essentiellement les coûts de refinancement du Groupe liés aux opérations obligataires.

Enfin la charge d'impôt s'élève à 0,7 million d'euros, en nette diminution par rapport à l'année dernière.

L'effet de change net (néгатif) au niveau du résultat net est estimé à 3,8 millions d'euros.

7.2 Structure financière

Le Groupe continue à travailler activement sur l'optimisation des stocks afin que leur niveau global ne soit pas pénalisé par la part croissante liée au développement du réseau contrôlé. Sur l'exercice, le montant des stocks nets a diminué de 3,6 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent, pour s'élever à 21,6 millions d'euros au 31 mars 2004.

La baisse la plus significative se situe en France, où le niveau des stocks nets diminue de 3,7 millions d'euros par rapport à l'année dernière.

En revanche, le fort développement du Retail sur la zone Hong Kong-Chine ainsi qu'au Japon a conduit à une augmentation du montant des stocks nets dans ces pays pour un total de 1,3 million d'euros.

La trésorerie du Groupe s'élève à 18,6 millions d'euros au 31 mars 2004, en augmentation de 9,6 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est expliquée par les opérations de financement réalisées à la fin de l'exercice.

En effet, l'emprunt obligataire émis par la société en 1999 arrivant à échéance le 1^{er} avril 2004, le Groupe a dû mettre en place une nouvelle source de financement sous la forme d'une émission d'OCEANE afin de financer le plan de redéploiement de la marque. Les différentes opérations s'organisent comme suit :

- l'emprunt obligataire émis en mai 1999 s'inscrit au bilan au 31 mars 2004 pour 12 513 milliers d'euros. Au 31 mars 2004, 1 163 984 obligations étaient encore en circulation. Ces obligations peuvent être converties en actions jusqu'au 30 juin 2004 ou peuvent être remboursées jusqu'au 16 juillet 2004 pour une valeur unitaire de 10,30 euros (incluant un nominal de 10,10 euros et une prime de remboursement de 0,20 euro). À fin avril 2004, 70 obligations ont fait l'objet d'une conversion en actions, et la plus grande partie des obligations a déjà été remboursée ;

- le 14 avril 2004, S.T.Dupont a émis 4 756 871 obligations à option de conversion et/ou échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) au prix de 4,73 euros. Cet emprunt d'une valeur nominale de 22 500 milliers d'euros portera un intérêt de 7 % payable à terme échu le 1^{er} avril de chaque année. Les obligations seront remboursées en totalité le 1^{er} avril 2009.

L'actionnaire majoritaire, après finalisation de l'opération, a indiqué à la société qu'il était détenteur de 3 403 485 obligations convertibles correspondant à 71,55 % des 4 756 871 obligations convertibles émises au total ;

- entre ces deux opérations, un crédit-relais de 12 600 milliers d'euros a été accordé par la maison mère le 26 mars 2004. Cet emprunt apparaît au bilan le 31 mars 2004 pour 12 614 milliers d'euros, ce montant incluant les intérêts courus à cette date et une commission d'emprunt. Ce crédit a été remboursé le 14 avril 2004 pour un montant total de 12 645 milliers d'euros.

(En milliers d'euros)	Montant au 31/03/2004	Remboursement OC 1999 et intérêts	Effet émission OCEANE	Remboursement prêt relais et intérêts	Situation après opérations
Trésorerie nette du Groupe ⁽¹⁾	18 554	- 12 513	+ 21 891	- 12 645	15 287
- Obligations convertibles (OC 1999)	12 513	- 12 513			0
- Crédit-relais	12 614			- 12 614	0
- OCEANE 2004			+ 22 500		22 500
- Dettes court terme	3 033				3 033
- Autres dettes financières	43				43
Endettement du Groupe ⁽²⁾	28 203	- 12 513	+ 22 500	- 12 614	25 576
Endettement net du Groupe ⁽²⁾⁽¹⁾	9 649	0	+ 609	+ 31	10 289

Compte tenu de ces éléments, l'endettement financier représente au 31 mars 2004 28,1 % des capitaux propres.

8. PERSPECTIVES

L'année 2003-2004 peut être considérée comme une deuxième année de préparation au renouveau de la marque. Les réalisations concrètes commencent à voir le jour en ce début de nouvel exercice ; l'élément le plus visible étant l'inauguration, début mai 2004, de la boutique avenue Montaigne, avec un concept totalement nouveau.

Le Groupe poursuit sa stratégie de déploiement dans l'univers du luxe pour l'homme avec des objectifs ambitieux sur le stylo, la maroquinerie et le prêt-à-porter. Le refinancement récent (finalisé avec succès sous la forme d'une OCEANE en date du 14 avril) permettra de poursuivre le contrôle de la distribution par l'ouverture de nouveaux points de vente.

L'année 2004-2005 devrait donc voir les effets concrets de la politique de développement de la marque, et, sous réserve d'événements non prévisibles, une augmentation sensible du chiffre d'affaires pour se rapprocher de l'équilibre financier, malgré l'ampleur des investissements liés au déploiement de la marque.

Le début de l'exercice bénéficie d'un effet de base favorable tout particulièrement sur l'Asie, et les premières semaines de facturation sont conformes aux attentes, avant la mise à disposition des nouvelles lignes de produit à la vente. Malgré l'incertitude sur le dollar, le Groupe devrait bénéficier d'un contexte mondial plus favorable et d'un début de reprise tiré par l'économie américaine.

COMPTE DE RÉSULTAT

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Chiffre d'affaires net "Produits"	20 & 21	81 786	82 222	85 956
Redevances	20	4 182	4 347	5 193
Chiffre d'affaires net total	20 & 21	85 968	86 569	91 149
Coûts des ventes		(44 928)	(44 736)	(44 634)
Marge brute		41 040	41 833	46 515
Frais de communication		(6 712)	(6 652)	(6 456)
Frais commerciaux	22	(16 710)	(16 226)	(15 873)
Frais généraux et administratifs	22	(20 670)	(19 983)	(18 994)
Résultat des sociétés mises en équivalence		10	(10)	69
Résultat d'exploitation	20 & 21	(3 042)	(1 038)	5 261
Résultat financier	23	(349)	(652)	(593)
Éléments inhabituels des activités ordinaires	24	(899)	(2 068)	29
Résultat courant		(4 290)	(3 758)	4 697
Impôts sur les résultats	25 & 26	(669)	(1 241)	(598)
Résultat net des entreprises intégrées		(4 959)	(4 999)	4 099
Amortissement des écarts d'acquisition		(335)	(335)	(335)
Résultat net – part du Groupe		(5 294)	(5 334)	3 764
Résultat net par action (en euros)	27	(0,85)	(0,86)	0,61
Résultat dilué par action (en euros)	27	(0,64)	(0,64)	0,59

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

BILAN ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Actif immobilisé				
Écarts d'acquisition	3	3 165	3 499	3 834
Immobilisations incorporelles (nettes)	4	5 530	5 546	5 615
Immobilisations corporelles (nettes)	5	11 439	10 534	10 115
Immobilisations financières (nettes)	6	950	755	850
Titres mis en équivalence	7	822	812	823
Impôts différés	26	1 147	1 310	1 563
Total de l'actif immobilisé		23 053	22 456	22 800
Actif circulant				
Stocks et en-cours (nets)	8	21 588	25 214	25 078
Créances clients et comptes rattachés (nets)	9	19 492	17 413	20 589
Autres créances et comptes de régularisation	10	6 651	6 674	6 529
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	11	21 285	12 785	16 537
Total de l'actif circulant		69 016	62 086	68 733
Total de l'actif		92 069	84 542	91 533

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

**BILAN PASSIF**

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Capitaux propres - part du Groupe				
Capital	12	9 962	9 962	9 962
Primes d'émission, de fusion et d'apport		1 021	1 019	1 019
Réserves		27 911	33 245	30 413
Réserves de conversion		(218)	959	3 467
Résultat net - part du Groupe		(5 294)	(5 334)	3 764
Total capitaux propres - part du Groupe		33 382	39 851	48 625
Provisions pour risques et charges	13 & 14	9 684	10 075	9 591
Dettes à plus d'un an				
Emprunts obligataires convertibles	15	0	11 991	11 991
Emprunts et dettes financières	16	43	48	48
Impôts différés	26	12	195	101
Total des dettes à plus d'un an		55	12 234	12 140
Dettes à moins d'un an				
Emprunts obligataires convertibles	15	12 513	524	524
Emprunts et dettes financières	16	18 378	3 786	3 848
Fournisseurs et comptes rattachés	17	7 065	7 785	6 751
Autres dettes et comptes de régularisation	18	10 992	10 287	10 054
Total des dettes à moins d'un an		48 948	22 382	21 177
Total du passif		92 069	84 542	91 533

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
I - Opérations d'exploitation			
Résultat net	(5 294)	(5 334)	3 764
Dotations aux amortissements	3 738	3 883	3 490
Amortissements des écarts d'acquisition	335	335	335
Variation des provisions	(307)	1 534	(175)
Plus ou moins-values de cessions	33	66	21
Impôts différés	(26)	272	(271)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes versés	(10)	10	41
Capacité d'autofinancement	(1 531)	766	7 205
Variation des stocks et en-cours	3 222	(1 533)	(1 030)
Variation des clients et comptes rattachés	(2 264)	2 112	(613)
Variation des autres créances	(239)	(839)	39
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(1 307)	1 182	49
Variation des autres dettes	1 491	485	350
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	903	1 407	(1 205)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	(628)	2 173	6 000
II - Opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(813)	(759)	(542)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 985)	(3 641)	(2 629)
Acquisition d'autres immobilisations financières	0	0	0
Acquisition de filiales nette de la trésorerie acquise	0	0	0
Besoin de trésorerie (investissements)	(4 798)	(4 400)	(3 171)
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	0
Cessions d'immobilisations corporelles	101	24	0
Cessions d'autres immobilisations financières	0	0	0
Cessions de filiales, nette de la trésorerie cédée	0	0	0
Désinvestissements	101	24	0
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(4 697)	(4 376)	(3 171)
III - Opérations de financement			
Émissions d'emprunts et dettes financières	16 166	0	48
Remboursement d'emprunts et dettes financières	(526)	0	(191)
Dividendes versés		(932)	(928)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	15 640	(932)	(1 071)
Effets de la variation des cours de change sur la trésorerie	(760)	(555)	492
Variation nette de la trésorerie	9 555	(3 690)	2 250
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	8 999	12 689	10 439
Trésorerie à la clôture de l'exercice	18 554	8 999	12 689

Pour la présentation des tableaux de flux, la trésorerie à la clôture comprend les éléments suivants :

	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	21 285	12 785	16 537
Découverts bancaires	2 731	3 786	3 848
Total trésorerie nette	18 554	8 999	12 689

Le détail des disponibilités et valeurs mobilières de placement correspond aux montants explicités dans la note 11 des états financiers et les découverts bancaires sont classés dans les emprunts et dettes financières à moins d'un an dont le détail est indiqué dans la note 16 du document.

La capacité d'autofinancement n'intègre plus les provisions pour dépréciation des stocks et créances clients qui sont désormais intégrées dans la variation des créances clients nettes et stocks et en-cours nets.

La capacité d'autofinancement ressort à (1 531) milliers d'euros ; en appliquant cette même méthode la capacité d'autofinancement au 31 mars de l'exercice précédent aurait été de 227 milliers d'euros.



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE

(En milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Capitaux propres consolidés
Au 31 mars 2002	6 226 182	9 962	1 019	34 175	3 469	48 625
Conversion d'obligations	0	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	(5 334)	0	(5 333)
Réserve de conversion	0	0	0	0	(2 508)	(2 508)
Distribution dividendes	0	0	0	(932)	0	(932)
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Au 31 mars 2003	6 226 182	9 962	1 019	27 909	961	39 851
Conversion d'obligations	231	0	2	0	0	2
Résultat de l'exercice	0	0	0	(5 294)	0	(5 294)
Réserve de conversion	0	0	0	0	(1 177)	(1 177)
Distribution dividendes	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Au 31 mars 2004	6 226 413	9 962	1 021	22 615	(216)	33 382

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

Les montants figurant dans les notes ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

Le Groupe S.T.Dupont fabrique ou fait fabriquer des articles de Luxe, et distribue ses produits dans le monde entier. La maison-mère du Groupe est D and D International, holding du trust privé Broad Gain Investments Ltd. dont les bénéficiaires sont, entre autres, Monsieur Dickson Poon et des membres de sa famille.

La société S.T.Dupont est cotée sur le second marché d'Euronext Paris S.A.

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Général

Les comptes consolidés du Groupe S.T.Dupont sont établis conformément aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable (CRC) relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques, homologué par arrêté du 22 juin 1999.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités pour se conformer aux principes du Groupe.

1.2 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les comptes de S.T.Dupont S.A. et des filiales dans lesquelles S.T.Dupont S.A. exerce directement un contrôle exclusif ou une influence notable. Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession. Les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Les comptes des sociétés où le Groupe S.T.Dupont exerce une influence notable sont consolidés par la méthode de la mise en équivalence. Compte tenu de la nature du compte de résultat et de l'activité des sociétés mises en équivalence, la quote-part de leur résultat est placée dans le résultat d'exploitation du Groupe S.T.Dupont.

La liste des sociétés consolidées figure dans la note 2.

1.3 Date d'arrêté des comptes

La date d'arrêté des comptes de S.T.Dupont S.A. est le 31 mars de chaque année. La date d'arrêté des comptes des filiales est également le 31 mars.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels arrêtés à cette date.

1.4 Élimination de consolidation

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les résultats d'opérations intra-Groupe sont éliminés. Dans le cas de l'intégration globale, les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans leur totalité. Ces éliminations concernent également les résultats de cession ou annulation de provisions pour dépréciation de titres consolidés ou de prêts à des filiales. Les dividendes et acomptes reçus par le Groupe sur les dividendes en provenance de sociétés consolidées sont annulés pour la détermination du résultat consolidé. La valeur comptable de la participation de S.T.Dupont S.A. dans ses filiales et la part de S.T.Dupont S.A. dans les capitaux propres de chaque filiale sont éliminées.

1.5 Conversion des états financiers

La conversion des états financiers des sociétés établis en devises étrangères est effectuée d'après les principes suivants :

- au cours de clôture pour les comptes de bilan ;
- au cours moyen de la période pour les comptes de résultat.

Le cours moyen est la moyenne des cours de clôture mensuels, pondérée par les chiffres d'affaires mensuels. L'écart de conversion, résultant d'une part de l'impact de la variation du taux de change entre l'ouverture et la clôture et, d'autre part, de l'utilisation de taux différents pour le compte de résultat et le bilan, est inclus dans les capitaux propres consolidés dans le poste "Réserve de conversion".

Les taux de conversion des devises "out" en euros sont les suivants :

	Taux de clôture 31/03/04	Taux de clôture 31/03/03	Taux moyen 2003-2004
1 franc suisse	0,6408562	0,677565	0,6575555
1 yen	0,0077641	0,007730	0,0075630
1 livre sterling	1,4940720	1,458800	1,4445919
1 dollar US	0,8180674	0,927238	0,8180674
1 dollar US *	0,8180674	0,927238	0,8593650
1 dollar de Hong Kong	0,1049208	0,118892	0,1080593
1 nouveau dollar de Taiwan	0,0245724	0,026477	0,0246959
1 dollar de Singapour	0,4886161	0,524313	0,4935005
1 ringgit de Malaisie	0,2161368	0,243966	0,2239988

* Taux moyen calculé sur le chiffre d'affaires US dollar réalisé à l'export.

1.6 Instruments financiers

Le Groupe utilise divers instruments financiers pour se prémunir de son exposition aux risques de variation des cours de change et des taux d'intérêt. Le principe et le mode de comptabilisation sont les suivants :

Couvertures des risques de change

Le risque de change résultant des transactions commerciales est apprécié et couvert par la société mère dans le respect des règles de prudence. La société utilise différents instruments financiers pour couvrir ses positions, principalement des achats/ventes de devises à terme et des contrats d'options. Suivant la charte des engagements financiers entérinée par la direction de la société, le Groupe S.T.Dupont pourrait être amené à utiliser des nouveaux instruments financiers (N.I.F.). L'utilisation éventuelle de ces N.I.F. n'aura jamais un caractère spéculatif, mais aura pour unique but de couvrir au comptant ou à terme des opérations en cours ou futures afin d'assurer ou de figer des taux ou des revenus découlant des activités commerciales et industrielles de S.T.Dupont dans le cadre normal d'une bonne gestion.



Les gains ou les pertes non réalisés résultant des contrats de change à terme sont soit constatés en compensation des gains ou des pertes non réalisés sur des actifs ou passifs couverts par ces instruments, soit différés si ces instruments ont été affectés à des opérations de l'exercice suivant.

Les pertes et les profits de change sont comptabilisés dans le résultat financier.

Couvertures des risques de taux d'intérêts

Lorsque le Groupe souscrit à de l'endettement court terme à taux variable, il peut être amené à se couvrir pour sécuriser son endettement ou bénéficier d'opportunités en cas de détente de taux. De la même façon que pour les couvertures de risques de change, et conformément à la politique du groupe, S.T.Dupont n'utilise que des instruments de couverture simple tels que les swaps de taux.

Dans ce cas, les produits ou les pertes générés par les instruments de couverture sont constatés dans le résultat financier *pro rata temporis* sur la durée du contrat.

1.7 Immobilisations incorporelles

Ce sont les actifs non monétaires identifiables, sans substance physique, qui sont détenus par le Groupe S.T.Dupont pour être utilisés à la production ou à la fourniture de biens ou services, dont la durée d'utilisation prévue est supérieure à un exercice.

Le coût d'entrée des éléments incorporels répondant aux critères d'immobilisations correspond à leur prix d'achat, augmenté de tous les coûts directs engagés pour permettre à ces éléments de fonctionner selon leur objet.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur les durées suivantes selon les différentes catégories d'immobilisations :

Immobilisations incorporelles	Durée
Brevets	10 ans
Savoir-faire	5 ans
Logiciels acquis ou créés	3-5 ans

Les droits au bail ne font pas l'objet d'un amortissement dans la mesure où ils sont cessibles. Leur valeur probable de réalisation est déterminée sur la base de rapports d'experts. Dans le cas où leur valeur probable de réalisation deviendrait inférieure à leur valeur comptable, ils font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les marques font l'objet d'une provision pour dépréciation sur la base de leur valeur de marché ou de leur valeur d'usage.

1.8 Écarts d'acquisition (goodwill)

La différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés nouvellement consolidées et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale est, après analyse, répartie entre :

- les écarts d'évaluation positifs ou négatifs afférents à certains éléments identifiables ;
- l'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Les écarts d'évaluation positifs font l'objet d'un amortissement selon les mêmes règles que les éléments d'actifs auxquels ils se rapportent.

Les écarts d'acquisition font l'objet de dépréciation par voie d'amortissement sur une durée de 20 ans maximum. Si toutefois les résultats des sociétés acquises ne correspondent pas à ceux ayant motivé leur achat, un amortissement exceptionnel peut être constaté.

1.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. Elles sont amorties selon les durées suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée
Constructions	20-25 ans
Agencements, aménagements, installations liées à des constructions	20-25 ans
Mobilier	3-10 ans
Matériel et outillage	3-8 ans
Agencements, aménagements, installations	5-10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Matériel micro-informatique	3 ans

Les immobilisations en cours sont classées par type d'immobilisations.

1.10 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice où ils sont engagés.

1.11 Frais de collection

Les frais de collection de l'activité prêt-à-porter masculin sont constatés en charges au cours de l'exercice de mise en vente de la collection.

1.12 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition (ou de production) et de leur valeur nette de réalisation.

Le coût d'acquisition ou de production est déterminé selon la méthode du coût standard avec incorporation des écarts entre coût standard et coût réel selon la méthode "premier entré – premier sorti".

L'incorporation des écarts est fondée sur la capacité normale de production de l'entreprise.

Les stocks et en-cours sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur nette de réalisation à la clôture de l'exercice.

1.13 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée par client lorsque la valeur d'inventaire des créances, basée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à leur valeur comptabilisée.



1.14 Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités correspondent aux liquidités, ainsi qu'aux dépôts à court terme pouvant être rendus immédiatement disponibles. Les découverts bancaires, les crédits spots et les lignes de trésorerie sont classés dans les emprunts et dettes financières à moins d'un an.

Les placements financiers sont évalués à leur valeur liquidative à la date de clôture.

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation à caractère financier.

Les actions de la société S.T.Dupont S.A. détenues par la mère sont inscrites à l'actif du bilan consolidé, en titres de placement, ayant été affectés dès l'acquisition à la régularisation des cours boursiers. Les actions inscrites en titres de placement sont comptabilisées à leur cours d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation lorsque celui est supérieur au cours de bourse. Elles sont valorisées à la moyenne des derniers cours de bourse du dernier mois de l'exercice.

1.15 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Ce poste comprend :

- les stands chez les détaillants à l'étranger et les moules et formes mis à la disposition des façonniers pour l'exécution des travaux sous-traités. Ces charges à répartir sont amorties sur trois ans ;
- les frais de collection de l'activité prêt-à-porter.

1.16 Régimes d'avantages salariaux offerts aux employés

S.T.Dupont S.A. et ses filiales gèrent plusieurs régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies dans le monde. Les actifs des régimes de retraite préfinancés sont gérés dans des fonds distincts par des gestionnaires indépendants ou des compagnies d'assurance. Les employés de S.T.Dupont S.A. qui ont pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 2001 bénéficient également d'un régime de couverture médicale.

Les prestations liées aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges au fur et à mesure de leur paiement.

L'engagement au titre des régimes à prestations définies est déterminé par des actuaires indépendants, de manière séparée pour chaque régime, par la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont basés sur des hypothèses relatives à la mortalité, à la rotation du personnel et aux projections de salaires et tiennent compte de la situation économique particulière de chaque pays. Les taux d'actualisation utilisés sont les taux d'intérêt d'État dont l'échéance est proche de la maturité du passif évalué.

Les gains et pertes actuariels correspondent à l'impact de la différence entre les hypothèses retenues pour les évaluations et la réalité observée, et à l'effet des modifications d'hypothèses.

En ce qui concerne les régimes postérieurs à l'emploi, les gains et pertes actuariels sont reconnus comme un revenu ou une charge lorsque le cumul des gains ou pertes actuariels non reconnus dépasse pour chaque plan 10 % du maximum entre la dette actuarielle et la juste valeur des actifs du plan au début de l'année. Cette part des gains ou pertes est reconnue comme une charge ou un bénéfice sur l'espérance de la durée résiduelle moyenne d'activité des bénéficiaires du régime.

1.17 Autres provisions

Les provisions pour risques et charges comptabilisées à l'arrêté des comptes sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

En outre, le Groupe constate le passif estimé sur tous les produits encore sous garantie à la date du bilan. Cette provision est déterminée sur la base des données statistiques antérieures.

Enfin, une provision est constatée pour le passif estimé au titre des congés payés annuels, des congés basés sur l'ancienneté, ainsi que la réduction du temps de travail, résultant des services rendus par les employés jusqu'à la date du bilan.

Un accord d'entreprise instituant des dispositifs de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS) et de cessation d'activité des salariés âgés (CASA) pour les employés de S.T.Dupont S.A. a été signé en 2002. Le coût estimé de cet engagement est provisionné, pour les employés pouvant bénéficier de ces dispositifs selon la méthode des unités de droit projetés. L'évaluation de cet engagement est faite par un actuair indépendant.

1.18 Emprunts obligataires convertibles

Les emprunts obligataires convertibles en actions sont comptabilisés à leur valeur nominale augmentée de la prime de remboursement sous la rubrique emprunts obligataires convertibles. La prime de remboursement est amortie au *pro rata temporis* et est calculée en fonction du taux indiqué au marché dans le cadre de l'émission. En cas de conversion des obligations, la dette est convertie en capital et prime d'émission, et la quote-part amortie de la prime de remboursement en prime de conversion.

Les frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires convertibles sont enregistrés en charges, au même titre que les frais financiers, en fonction du nombre d'obligations vivantes.

1.19 Constatation des produits

Le chiffre d'affaires net représente les ventes livrées du portefeuille de marques du Groupe qui est constitué par les produits fabriqués, de négoce et les accessoires s'y rattachant. Les ventes sont constatées lors de la livraison des produits. Le chiffre d'affaires est présenté avant déduction des escomptes de règlement, qui sont comptabilisés en résultat financier, et après déduction des remises et ristournes accordées.

Les redevances de licences sont comptabilisées sur la base de la dernière déclaration des ventes réelles et calculées conformément aux conditions des contrats auxquels elles se rapportent. Elles incluent les droits d'entrée non récurrents négociés dans le cadre de nouveaux accords. Aucun coût futur n'est à anticiper au titre de ces revenus. Les facturations relatives au service après-vente sont comptabilisées en moins des frais commerciaux en face des charges afférentes.

1.20 Éléments inhabituels des activités ordinaires

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat consolidé incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement. Il est également indiqué dans les éléments inhabituels les plus ou moins values d'actifs immobilisés cédés ainsi que les gains et pertes sur cessions de valeurs mobilières de placement.

1.21 Impôts sur les résultats

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé de l'exercice des différentes sociétés intégrées.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués pour chaque filiale présentant des résultats fiscaux bénéficiaires sur la base des différences temporaires et en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice (méthode du report variable).

Des impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables ou à des amortissements réputés différés (ARD) peuvent être constatés dans le cas où il est probable que l'entreprise pourra les récupérer, à savoir si la société présente des résultats fiscaux bénéficiaires au cours des deux derniers exercices et par référence à une estimation de résultats fiscaux futurs bénéficiaires.



1.24 Passage au référentiel comptable IFRS

Les nouvelles normes IFRS sont applicables pour S.T.Dupont à compter du 1^{er} avril 2005.

Afin de préparer le passage au référentiel IFRS, un groupe de travail interne, regroupant les différentes fonctions financières, et assisté d'un cabinet expert indépendant, a été mis en place. Ce groupe est suivi par un comité de pilotage et un comité technique.

Le Groupe utilise déjà un outil de consolidation et des normes uniformément utilisées par l'ensemble des sociétés. Le passage aux normes IFRS ne requiert pas d'adaptation significative des équipes. Un diagnostic des systèmes d'information est en cours.

À ce jour, les principaux impacts recensés concernent l'évaluation des actifs incorporels et des immobilisations corporelles.

Les résultats fiscaux affichés ne permettent pas au Groupe de constater les déficits fiscaux existants en impôts différés actifs.

Les impôts différés passifs n'ont pas été déterminés pour les retenues à la source et autres impôts qui seraient dus sur les réserves (non distribuées) de certaines filiales dans la mesure où de telles sommes sont réinvesties en permanence.

1.22 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions moyen pondéré en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé comme décrit ci-dessus, en tenant compte de l'impact maximal de la conversion de toutes les obligations convertibles et de la levée des options si la réalisation paraît probable compte tenu du cours de l'action par rapport au cours d'attribution de souscription. Ce calcul est effectué en tenant compte de l'annulation des frais financiers et de la dépréciation de la prime de remboursement et de l'effet d'impôt correspondant.

1.23 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de financement est présenté selon la méthode indirecte qui consiste à rapprocher le résultat net à la variation de trésorerie résultant de l'exploitation, de l'investissement et du financement.

La trésorerie est définie comme la somme des comptes de caisses, des dépôts à vue dans les banques, des valeurs mobilières de placement sous déduction des découverts bancaires et outils de financement court terme.

2. VARIATION DE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	Pourcentage de contrôle/ Pourcentage d'intérêt			Méthode		
	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02
S.T.Dupont S.A. (France)		-	-			Société mère
S.T.Dupont S.p.A. (Italie)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont S.A. (Suisse)	97	97	97	IG	IG	IG
S.T.Dupont Japan K.K. (Japon)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Ltd (Royaume-Uni)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Deutschland GmbH (Allemagne)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Benelux (Belgique)	100	100	100	IG	IG	IG
D. Marketing S.N.C. (France)	-	-	-	-	-	-
S.T.Dupont Finance (France)	100	100	100	IG	IG	IG
Orfarlabo (Espagne) *	33,33	33,33	33,33	MEE	MEE	MEE
S.T.Dupont, Inc. (Etats-Unis)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Investment Pte Ltd (Singapour – succursale à Taïwan)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Marketing Shanghai Ltd (Chine)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Export Ltd (Hong Kong)	25	25	25	MEE	MEE	MEE
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd (Singapour)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont (Malaisie) Sdn Bhd	100	100	100	IG	IG	IG

IG : intégration globale - MEE : mise en équivalence

* Les comptes de cette société n'étant pas disponibles au 31 mars, les comptes consolidés du Groupe sont établis à partir des comptes de cette société arrêtés au 31 décembre, comme les années précédentes. Aucune opération significative n'est intervenue dans cette société entre le 31 décembre 2003 et le 31 mars 2004.



3. ÉCARTS D'ACQUISITION

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	10 336	10 336	10 336
S.T.Dupont Investment Pte Ltd (Singapour – succursale à Taïwan)	863	863	863
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd	212	212	212
S.T.Dupont (Malaisie) Sdn Bhd	170	170	170
Total valeur brute	11 581	11 581	11 581
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	(7 236)	(6 977)	(6 718)
S.T.Dupont Investment Pte Ltd (Singapour - succursale à Taïwan)	(863)	(863)	(863)
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd	(175)	(134)	(92)
S.T.Dupont (Malaisie) Sdn Bhd	(142)	(108)	(74)
Total amortissement et provision	(8 416)	(8 082)	(7 747)
Total valeur nette	3 165	3 499	3 834

En 1998, les écarts d'acquisition de S.T.Dupont Marketing Ltd et de S.T.D. Investment Pte Ltd avaient fait l'objet d'un amortissement inhabituel à hauteur de 5 450 milliers d'euros (respectivement de 4 651 milliers d'euros et 799 milliers d'euros) sur la base des coefficients multiplicateurs fixés à l'origine et appliqués aux nouvelles données prévisionnelles de l'activité.

Un test de dépréciation basé sur l'évaluation des résultats nets actualisés a été réalisé au 31 mars 2004. Il n'a pas révélé la nécessité de constater une dépréciation complémentaire.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En milliers d'euros)	Brevets	Droits au bail	Autres	Total
Valeur brute				
au 31 mars 2002	913	3 827	4 357	9 097
Acquisitions	9	0	752	761
Cessions	0	0	(96)	(96)
Effets de change	0	0	(38)	(38)
Autres	0	0	0	0
au 31 mars 2003	922	3 827	4 975	9 724
Acquisitions	188	0	625	813
Cessions	0	0	(96)	(96)
Effets de change	(46)	0	(1)	(47)
Autres	0	0	0	0
au 31 mars 2004	1 064	3 827	5 503	10 393
Amortissements et dépréciation				
au 31 mars 2002	(794)	0	(2 688)	(3 482)
Dotations	(54)	0	(762)	(816)
Reprises	0	0	96	96
Effets de change	0	0	20	20
Autres	0	0	4	4
au 31 mars 2003	(848)	0	(3 330)	(4 178)
Dotations	(49)	0	(777)	(826)
Reprises	0	0	95	95
Effets de change	45	0	0	45
Autres	0	0	0	0
au 31 mars 2004	(852)	0	(4 012)	(4 864)
Valeur nette comptable				
au 31 mars 2002	119	3 827	1 669	5 615
au 31 mars 2003	74	3 827	1 645	5 546
au 31 mars 2004	212	3 827	1 491	5 530

Les "Brevets, marques, savoir-faire" correspondent essentiellement à des marques achetées soit dans un objectif de protection juridique, soit pour une exploitation ultérieure.

Les "Droits au bail" correspondent aux droits au bail de boutiques S.T.Dupont en Europe.

Les "Autres immobilisations incorporelles" correspondent essentiellement à des logiciels et des frais d'établissement.

L'augmentation de la valeur brute constatée depuis le 31 mars 2003 correspond principalement aux acquisitions et mises en place de nouveaux logiciels informatiques.

**5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Agencements	Installations	Autres	Total
Valeur brute						
au 31 mars 2002	162	3 933	9 054	20 046	6 723	39 918
Acquisitions	0	209	1 209	1 143	1 079	3 640
Cessions	0	0	(34)	(151)	(228)	(413)
Effets de change	0	0	(140)	69	(286)	(357)
Autres	0	0	(33)	144	(102)	9
au 31 mars 2003	162	4 142	10 056	21 251	7 186	42 797
Acquisitions	0	2	1 334	1 821	828	3 985
Cessions	0	0	(581)	(308)	(990)	(1 879)
Effets de change	0	0	(65)	(5)	(73)	(143)
Autres	0	0	2	(1)	(2)	(1)
au 31 mars 2004	162	4 144	10 746	22 758	6 949	44 759
Amortissements et dépréciation						
au 31 mars 2002	0	(2 320)	(6 126)	(16 267)	(5 090)	(29 803)
Dotations	0	(165)	(836)	(1 089)	(950)	(3 040)
Reprises	0	0	33	91	200	324
Effets de change	0	0	85	(43)	194	236
Autres	0	0	8	(121)	133	20
au 31 mars 2003	0	(2 485)	(6 836)	(17 429)	(5 513)	(32 263)
Dotations	0	(112)	(725)	(1 115)	(962)	(2 914)
Reprises	0	0	540	255	950	1 745
Effets de change	0	0	50	2	59	111
Autres	0	0	0	1	0	1
au 31 mars 2004	0	(2 597)	(6 971)	(18 286)	(5 466)	(33 320)
Valeur nette comptable						
au 31 mars 2002	162	1 613	2 928	3 779	1 633	10 115
au 31 mars 2003	162	1 657	3 220	3 822	1 673	10 534
au 31 mars 2004	162	1 547	3 775	4 472	1 483	11 439

Les immobilisations corporelles correspondent essentiellement aux immobilisations de la société mère et de son centre industriel.

Les "Autres immobilisations" comprennent essentiellement du mobilier de bureau, des agencements divers et des meubles de présentoirs.

Les principaux investissements de l'exercice ont concerné le centre industriel pour 2 430 milliers d'euros et le siège social pour 1 199 milliers d'euros. La diminution des valeurs brutes correspond essentiellement à des cessions et des mises au rebut en France pour 1 476 milliers d'euros. Les autres acquisitions sont des aménagements dans le cadre des ouvertures de boutiques et shop-in-shops.

6. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières représentent quasi exclusivement des dépôts de garantie.

7. TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Orfarlabo	815	805	816
S.T.Dupont Export Ltd	7	7	7
Valeur d'équivalence	822	812	823

8. STOCKS ET EN-COURS

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Matières premières	3 411	4 471	4 439
Produits en-cours / semi-ouvrés	7 550	8 251	7 725
Marchandises et produits finis	15 039	16 712	17 726
Pièces détachées et consommables	1 096	1 445	1 128
Total valeur brute	27 096	30 879	31 018
Matières premières	(1 303)	(1 578)	(1 512)
Produits en-cours / semi-ouvrés	(1 328)	(2 546)	(1 467)
Marchandises et produits finis	(2 563)	(1 369)	(2 805)
Pièces détachées et consommables	(314)	(172)	(156)
Total provision pour dépréciation	(5 508)	(5 665)	(5 940)
Total valeur nette	21 588	25 214	25 078

Sur l'exercice, le montant des stocks nets a diminué de 3 626 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent soit une baisse de plus de 14 %, grâce à la politique d'optimisation du niveau des stocks menée par le Groupe.

La baisse la plus significative est en France où le niveau des stocks nets diminue de 3 665 milliers d'euros par rapport à l'année dernière. En revanche, le fort développement de l'activité vente au détail sur la zone Hong Kong-Chine ainsi qu'au Japon a conduit à une augmentation du montant des stocks nets dans ces pays pour un total de 1 175 milliers d'euros.

Au 31 mars 2004, les provisions représentent 54,7 % de la valeur brute des stocks totaux faisant l'objet d'une provision (50 % au 31 mars 2003).

**9. CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS**

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Clients	16 427	15 180	17 988
Effets à recevoir	3 788	3 388	3 511
Créances avec sociétés liées :			
- Harvey Nichols	0	8	13
- D Marketing Japan	4	27	41
- Dickson Concepts Ltd	0	52	89
- Seibu	160	121	14
- Bondwood Investment	304	22	0
- Shanghai Jin Jiang Dickson Center Co Ltd	0	32	0
- Hinkley Retail Store	47	0	0
- Autres	58	4	70
Total valeur brute	20 788	18 834	21 726
Provision pour dépréciation des clients	(1 296)	(1 421)	(1 137)
Total valeur nette	19 492	17 413	20 589

10. AUTRES CRÉANCES

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Créances d'impôt sur les sociétés	2 317	2 073	2 010
Autres créances	3 105	2 924	2 791
Charges constatées d'avance	683	1 202	805
Prime de remboursement	9	57	106
Charges à répartir	537	418	817
Total	6 651	6 674	6 529

Les créances d'impôt sur les sociétés comprennent les excédents d'acomptes sur l'impôt exigible et un "carry back" constaté au 31 mars 1999 dans les comptes de la société S.T.Dupont S.A. pour un montant de 865 milliers d'euros utilisable au plus tard le 31 juillet 2004. Après cette date, il sera remboursé.

Les créances d'impôt sur les sociétés incluent également une créance de 444 milliers d'euros inchangée depuis le 31 mars 2002, comptabilisée en liaison avec le risque fiscal existant dans la filiale allemande S.T.Dupont Deutschland GmbH concernant les prix de transfert (cf note 13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES) afin de prendre en compte le principe de non double imposition. Ce principe se traduira en effet au terme du litige par un remboursement de la double imposition par l'une des deux administrations fiscales, française ou allemande, selon l'accord trouvé.

Au 31 mars 2004, les autres créances intègrent principalement la TVA à récupérer pour un montant de 1 005 milliers d'euros et les redevances à recevoir pour un montant de 954 milliers d'euros et les créances relatives au personnel. Le montant des autres créances à plus d'un an s'élève à 52 milliers d'euros.

Les charges à répartir correspondent à des moules de fabrication, des stands promotionnels propriété de S.T.Dupont S.A., expédiés à l'étranger, des études de productivité pour 285 milliers d'euros et les frais de collection de l'activité prêt-à-porter concernant les collections à venir. Au 31 mars 2004, la part à plus d'un an représente 116 milliers d'euros.

11. DISPONIBILITÉS ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Valeurs mobilières de placement	9 221	92	718
Dépôts à terme	6 390	8 456	8 568
Comptes courants bancaires	5 714	4 291	7 376
Total valeur brute	21 325	12 839	16 662
Provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement	(40)	(54)	(125)
Total valeur nette	21 285	12 785	16 537

Les valeurs mobilières de placement correspondent essentiellement à des SICAV et aux actions S.T.Dupont auto-détenues. Dans le cadre du refinancement du groupe, S.T.Dupont a reçu de son actionnaire majoritaire un prêt relais de 12 600 milliers d'euros le 26 mars 2004. L'excédent de trésorerie reçue a été momentanément placé sous forme de SICAV monétaire entre le 26 mars 2004 et le 1^{er} avril 2004. Ce placement à court terme a été comptabilisé à sa valeur liquidative. Au 31 mars 2004, la société détient 12 272 actions S.T.Dupont pour 92 milliers d'euros. Aucun mouvement n'a eu lieu sur l'exercice 2003-2004. La provision correspond à l'ajustement de la valeur des titres auto-détenus pour 41 milliers d'euros.

12. CAPITAUX PROPRES**12.1 Capital**

Au 31 mars 2004, le capital social de S.T.Dupont S.A. s'élève à 9 961 260,8 euros et se décompose en 6 226 413 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,6 euro chacune.

Au cours de l'exercice, 220 obligations ont été converties en actions. Cette opération se traduit par une augmentation du nombre d'actions de 231 et explique le mouvement de la prime d'émission.

Les actions sont entièrement libérées.

12.2 Réserves et résultat de l'exercice

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Réserve légale (non distribuable)	933	933	933
Réserves diverses de S.T.Dupont S.A.			
• librement distribuables	0	0	0
• distribuables sous déduction d'impôt			
- réserve spéciale des plus-values à long terme	2 070	2 070	2 070
- autres réserves	11 633	16 398	23 253
- non distribuables (effet de retraitement)	1 440	293	(1 940)
Quote-part de S.T.Dupont S.A. dans les réserves des filiales intégrées globalement	6 046	7 734	9 366
Quote-part de S.T.Dupont S.A. dans les réserves des sociétés mises en équivalence	495	483	495
Réserve de conversion	(218)	959	3 467
Total	22 399	28 870	37 644

**13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

(En milliers d'euros)	Provisions pour garantie	Provisions pour autres risques	Provisions pour charges	Provisions pour retraites et autres avantages à long terme	Total provisions
Au 31 mars 2002	1 680	2 345	567	4 998	9 591
Dotations	383	653	1 588	525	3 148
Reprises utilisées	(464)	(664)	(175)	(342)	(1 645)
Reprises non utilisées	0	(799)	(5)	0	(804)
Effets de change	0	(115)	0	(112)	(227)
Autres	0	0	0	12	12
Au 31 mars 2003	1 599	1 420	1 975	5 081	10 075
Dotations	499	703	655	958	2 815
Reprises utilisées	(468)	(121)	(452)	(1 671)	(2 712)
Reprises non utilisées	0	(261)	(148)	0	(409)
Effets de change	0	(75)	(8)	(2)	(85)
Autres	0	0	0	0	0
Au 31 mars 2004	1 630	1 666	2 022	4 366	9 684

(En milliers d'euros)	31/03/03	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	Changement de méthode	Variation de périmètre	Écart de conversion	31/03/04
Provisions pour autres risques									
• à caractère opérationnel	295	684	(121)	(68)	0	0	0	(75)	715
• à caractère financier	0	0	0	0	0	0	0	0	0
• à caractère inhabituel	1 125	19	0	(193)	0	0	0	0	951
Total	1 420	703	(121)	(261)	0	0	0	(75)	1 666
Provisions pour charges									
• à caractère opérationnel	105	365	(28)	(148)	0	0	0	(8)	286
• à caractère financier	0	0	0	0	0	0	0	0	0
• à caractère inhabituel	1 870	290	(424)	0	0	0	0	0	1 736
Total	1 975	655	(452)	(148)	0	0	0	(8)	2 022

Provisions pour garantie

Une provision pour garantie est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des produits vendus en France et à l'étranger. Cette provision est calculée annuellement sur une base statistique du nombre de retours de produits neufs.

Provisions pour autres risques

Les provisions pour autres risques comprennent principalement :

- des provisions pour litiges sociaux de 204 milliers d'euros ;
- une provision relative à un litige fiscal avec l'administration allemande pour un total de 156 milliers d'euros ;
- une provision pour risque de dépréciation sur un stock de produits finis à hauteur de 145 milliers d'euros ;
- une provision pour le remboursement de frais juridiques liés à des procès administratifs pour 115 milliers d'euros.

Le litige opposant le Groupe S.T.Dupont avec les autorités fiscales allemandes porte sur la contestation par les autorités allemandes des prix de transfert fixés au titre des années 1988 à 1998 entre la maison mère et la filiale allemande S.T.Dupont Deutschland GmbH. Le Groupe, engagé dans un premier temps dans une procédure auprès du tribunal administratif allemand, a progressivement constitué une provision correspondant au risque relatif aux années contrôlées et notifiées, ainsi qu'au risque de redressement sur les années non encore contrôlées dans le cas d'exercices fiscaux bénéficiaires. Un montant à recevoir est par ailleurs comptabilisé en parallèle afin de prendre en compte le principe de non double imposition (cf note 10. AUTRES CRÉANCES).

En janvier 2002, la direction du Groupe a engagé une procédure d'arbitrage auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes et a en conséquence dû se désister de la procédure engagée auprès du tribunal allemand. La filiale allemande a par conséquent été amenée à verser aux autorités fiscales allemandes au cours de l'exercice 2002-2003, le montant des redressements pour les exercices 1988 à 1998, soit un montant de 910 milliers d'euros.

La provision résiduelle, qui s'élève à 156 milliers d'euros, correspond au risque résiduel de redressement par l'administration fiscale allemande pour les années non encore contrôlées.

Compte tenu de la situation fiscale déficitaire de la filiale allemande pour l'exercice clos le 31 mars 2004, aucune provision complémentaire n'a été dotée pour l'exercice.

À ce jour, des discussions entre les autorités fiscales françaises et allemandes sont en cours pour mettre en place une commission d'arbitrage.

L'échéance prévue des provisions pour autres risques est comprise dans une fourchette de 1 à 3 ans à l'exception de la provision pour risque fiscal allemand pour laquelle l'échéance de paiement dépend de l'avancement de la procédure en cours.

Provisions pour charges

Les provisions pour charges correspondent principalement à une provision s'élevant à 1 236 milliers d'euros au 31 mars 2004 constituée dans le cadre d'accords sociaux CATS/CASA conclus avec les syndicats en 2002 et touchant une partie de la population du site industriel en France. Cette provision, dont une partie a déjà été reprise cette année pour 305 milliers d'euros, devrait être entièrement utilisée d'ici un an.

Elles sont constituées également du reliquat d'un plan social effectué en France pour 387 milliers d'euros au 31 mars 2004.

La provision pour réorganisation du réseau de distribution en Suisse a été totalement reprise au cours de l'exercice.



14. RÉGIMES D'AVANTAGES SALARIAUX OFFERTS AUX EMPLOYÉS

14.1 Description des plans

Conformément à la législation et aux pratiques de chaque pays au sein duquel la société opère, S.T.Dupont participe à des régimes d'avantages salariaux garantissant des pensions de retraite et d'autres prestations postérieures à l'emploi.

Prestations postérieures à l'emploi

Dans certains pays, S.T.Dupont verse des cotisations aux organismes publics qui gèrent le coût des prestations de retraite. Ces cotisations sont passées en charge lors de leur versement. Dans d'autres pays, S.T.Dupont garantit des prestations définies à ses employés lors de leur départ en retraite.

Régimes de retraite

- En France et à Hong Kong, les indemnités de retraite légales sont exigibles lors du départ en retraite des employés et sont dues uniquement si les employés font partie de l'effectif de S.T.Dupont lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont déterminées en fonction du salaire estimé de l'employé à la date de son départ en retraite et de son ancienneté.
- Au Japon, en Belgique et à Taïwan, S.T.Dupont garantit des indemnités de retraite.
- En Allemagne et en Suisse, S.T.Dupont gère un plan de retraite à prestations définies garantissant une rente viagère.

- En Italie, conformément aux réglementations locales, S.T.Dupont cumule des indemnités pour tous les employés (Trattamento di Fine Rapporto) jusqu'à leur départ de la société (retraite, licenciement ou préretraite). Cette indemnité augmente chaque année en fonction de l'ancienneté de chaque employé et d'un facteur lié à l'inflation.
- Les coûts de retraite des régimes interentreprises en France se constituent des cotisations déterminées conformément à la législation française.
- En Malaisie, S.T.Dupont gère un plan de retraite à cotisations définies.

Régimes de couverture médicale

- Le Groupe paie une part fixe du coût des primes d'assurance santé mensuelles pour les retraités de S.T.Dupont S.A. qui sont partis en retraite avant le 1^{er} janvier 2001.

Autres avantages à long terme

En France et au Japon, le Groupe verse régulièrement des primes d'ancienneté aux employés actifs chaque fois qu'un employé atteint un certain niveau d'ancienneté (au Japon, les primes d'ancienneté sont des voyages d'un montant fixe).

Prestations de préretraite

En France, le Groupe gère un plan de préretraite pour les employés (CATS/CASA). Ce plan est partiellement financé par le gouvernement.

14.2 Montants comptabilisés

Les montants comptabilisés au bilan sont les suivants :

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Régimes postérieurs à l'emploi	(4 078)	(4 832)	(4 717)
Autres avantages à long terme	(288)	(249)	(282)
Sous-total	(4 366)	(5 081)	(4 999)
Régimes de préretraite	(1 236)	(1 251)	-
Total d'engagement pour les avantages au personnel	(5 602)	(6 332)	(4 999)

Le tableau suivant présente le rapprochement de la dette actuarielle, de la juste valeur des actifs de couverture et de la couverture financière pour les exercices clos au 31 mars 2002, 2003 et 2004 :

(En milliers d'euros)	Régimes postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Régimes de préretraite		
	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Évolution de la dette actuarielle									
Dette actuarielle en début d'exercice	(7 495)	(7 179)	(7 038)	(251)	(247)	(256)	(1 251)	-	-
Coût des services rendus	(322)	(309)	(204)	(9)	(12)	(12)	-	-	-
Charges d'intérêt sur la dette actuarielle	(321)	(363)	(353)	(12)	(13)	(14)	(43)	-	-
Cotisations des participants au plan	(4)	(5)	(5)	-	-	-	-	-	-
Modifications de régimes	454	-	-	-	-	-	-	(1 251)	-
Réduction/Liquidation	287	-	-	-	-	-	(287)	-	-
Gain (perte) actuariel	(1 005)	(95)	35	5	(2)	35	64	-	-
Prestations payées	646	342	316	-	23	-	281	-	-
Autres (y compris effet de change)	(648) *	114	69	(19) *	-	-	-	-	-
Dette actuarielle en fin de période	(8 408)	(7 495)	(7 179)	(288)	(251)	(247)	(1 236)	(1 251)	-
- dont prestations de retraite	(7 285)	(5 893)	(5 675)	-	-	-	-	-	-
- dont prestations médicales	(1 123)	(1 602)	(1 504)	-	-	-	-	-	-
Évolution de la juste valeur des actifs du plan									
Juste valeur en début d'exercice	1 578	2 156	2 493	-	-	-	-	-	-
Rendement réel des actifs du plan	277	(558)	(341)	-	-	-	-	-	-
Cotisations de l'employeur	14	20	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations des participants au plan	4	5	5	-	-	-	-	-	-
Prestations payées	(246)	(40)	-	-	-	-	-	-	-
Autres (y compris effet de change)	609 *	(4)	(1)	-	-	-	-	-	-
Juste valeur au terme de l'exercice	2 236	1 578	2 156	-	-	-	-	-	-
- dont prestations de retraite	2 236	1 578	2 156	-	-	-	-	-	-
- dont prestations médicales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Couverture financière des régimes									
Couverture financière	(6 171)	(5 917)	(5 024)	(288)	(251)	(247)	(1 236)	(1 251)	-
Perte (gain) actuariel(le) non reconnue	2 093	1 085	307	-	2	(35)	-	-	-
Montant net comptabilisé	(4 078)	(4 832)	(4 717)	(288)	(249)	(282)	(1 236)	(1 251)	-
- dont prestations de retraite	(2 955)	(2 903)	(2 754)	-	-	-	-	-	-
- dont prestations médicales	(1 123)	(1 929)	(1 963)	-	-	-	-	-	-



L'évolution des engagements au cours des exercices clos au 31 mars est la suivante :

(En milliers d'euros)	Régimes postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Prestations de préretraite		
	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02
En début d'exercice	(4 832)	(4 717)	(4 730)	(249)	(282)	(184)	(1 251)	-	-
Charges de retraite	338	(558)	(391)	(39)	10	(98)	(266)	(1 251)	-
Cotisations de l'employeur	14	20	-	-	-	-	-	-	-
Prestations payées	400	302	316	-	23	281	-	-	-
Effet de change	2	121	89	-	-	-	-	-	-
À la date de clôture	(4 078)	(4 832)	(4 717)	(288)	(249)	(282)	(1 236)	(1 251)	-

* Ces montants intègrent le fait que les plans de retraite suisses et japonais n'avaient pas été présentés en annexe auparavant.

La répartition par zone géographique de la dette actuarielle et des actifs de couverture en fin d'exercice est la suivante :

(En milliers d'euros)	Régimes postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Régimes de préretraite		
	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Dette actuarielle en fin d'exercice									
France	(5 767)	(5 259)	(4 784)	(268)	(251)	(247)	(1 236)	(1 251)	-
Allemagne	(937)	(929)	(915)	-	-	-	-	-	-
Suisse	(653)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays européens	(421)	(386)	(379)	-	-	-	-	-	-
Sociétés asiatiques	(630)	(922)	(1 101)	(19)	-	-	-	-	-
Total	(8 408)	(7 495)	(7 179)	(288)	(251)	(247)	(1 236)	(1 251)	-
Juste valeur des actifs de couverture en fin d'exercice									
France	1 489	1 470	2 036	-	-	-	-	-	-
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	611	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays européens	112	89	97	-	-	-	-	-	-
Sociétés asiatiques	25	19	23	-	-	-	-	-	-
Total	2 236	1 578	2 156	-	-	-	-	-	-

La charge annuelle totale au titre des régimes d'avantages salariaux représente un bénéfice de 33 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 mars 2004, et une perte de 1 798 milliers d'euros et de 490 milliers d'euros pour les exercices respectivement clos au 31 mars 2003 et 2002.

(En milliers d'euros)	Régimes postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Prestations de préretraite		
	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Coût normal									
Coût des services rendus	322	309	204	9	12	12	-	-	-
Charges d'intérêt de la dette actuarielle	321	363	353	12	13	14	43	-	-
Rendement attendu des actifs	(79)	(127)	(148)	-	-	-	-	-	-
Amortissement des pertes et gains actuariels non reconnus	(203)	13	(18)	(2)	(35)	17	(64)	-	-
Amortissement de coûts des services passés non reconnus	(454)	-	-	-	-	55	-	1 251	-
Effets des réductions/liquidations de régimes	(287)	-	-	-	-	-	287	-	-
Autres	43 *	-	-	19 *	-	-	-	-	-
Total	(338)	(558)	(391)	39	(10)	98	266	1 251	-

S.T.Dupont gère quatre régimes de retraite préfinancés en France, en Belgique, en Suisse et à Taïwan, qui sont investis dans des compagnies d'assurance. La ventilation des actifs par catégorie de plans est présentée ci-dessous :

	Actions	Obligations	Immobilier	Numéraire	Total
France	65 %	33 %	0 %	2 %	100 %
Belgique	0 %	100 %	0 %	0 %	100 %
Suisse	8 %	75 %	11 %	6 %	100 %
Taïwan	0 %	0 %	0 %	100 %	100 %

Les taux moyens pondérés des hypothèses utilisées pour les exercices clos au 31 mars 2004, 2003 et 2002 sont les suivants :

	Régimes postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Régimes de préretraite		
	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Taux d'actualisation	4,2 %	4,8 %	5,8 %	4,1 %	4,8 %	5,8 %	3,6 %	3,5 %	NA
Rendement attendu des actifs	5 %	5 %	6 %	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux d'augmentation des salaires	2,4 %	2,4 %	3,4 %	2,4 %	2,4 %	3,4 %	NA	NA	NA
Taux d'augmentation du coût des prestations médicales	NA	3,7 %	4,7 %	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux d'augmentation du montant des primes d'ancienneté	NA	NA	NA	0 %	0 %	0 %	NA	NA	NA



Après la modification du système de couverture médicale au cours de l'année 2003, l'obligation du Groupe à cet égard a été réduite au seul versement d'une cotisation fixe pour les retraités concernés.

Les taux de rendement à long terme attendu pour les actifs ont été déterminés en tenant compte, pour chaque pays au sein duquel S.T.Dupont possède des actifs de préfinancement, de la structure du portefeuille d'actifs et des taux de rendement prévu pour chacun des éléments.

15. EMPRUNT OBLIGATAIRE

Le 19 mai 1999, le Groupe S.T.Dupont a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire convertible d'un montant de 12 958 milliers d'euros, représenté par 1 282 986 obligations convertibles en actions. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 57,43 % par D and D international B.V.

À l'émission, les 1 282 986 obligations ont été émises pour une valeur nominale de 10,10 euros par obligation, assorties d'une prime de remboursement de 0,20 euro par obligation. La prime de remboursement (256 milliers d'euros) a fait l'objet d'un amortissement au prorata temporis de 48 milliers d'euros sur l'exercice.

Cet emprunt d'une valeur nominale de 12 958 milliers d'euros portait intérêt de 4,50 % payable à terme échu le 1^{er} avril de chaque année. La charge comptabilisée au titre de l'exercice 2003-2004, payée le 1^{er} avril 2004, s'élève à 524 milliers d'euros.

Suite à la distribution de réserves en espèces faite au titre de l'exercice clos le 31 mars 2002, et pour maintenir les droits des porteurs d'obligations, la société S.T.Dupont avait été conduite, conformément au contrat d'émission des obligations convertibles en actions, à ajuster les bases de conversion. La nouvelle base de conversion est de 1,05 actions de 1,6 euro de nominal pour 1 obligation convertible en action de 10,10 euros de nominal.

Au cours de l'exercice 2003-2004, 220 obligations ont été converties en actions. Au 31 mars 2004, 1 163 984 obligations étaient encore existantes. Ces obligations peuvent être remboursées jusqu'au 30 juin 2004 ou peuvent être remboursées jusqu'au 16 juillet 2004 pour une valeur unitaire de 10,30 euros (incluant un nominal de 10,10 euros et une prime de remboursement de 0,20 euro). La dette inscrite au bilan au 31 mars 2004 s'élève à 12 513 milliers d'euros.

16. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
à plus d'un an			
Emprunt en euros	43	48	48
Total des dettes financières à plus d'un an	43	48	48
à moins d'un an			
Partie à court terme des emprunts à long terme :			
- emprunt en euros	0	0	0
Crédits court terme	15 647	0	0
Découverts bancaires en dollars de Taïwan	1 671	1 814	2 019
Découverts bancaires	1 060	1 972	1 829
Total des dettes financières à moins d'un an	18 378	3 786	3 848

La société a reçu de son actionnaire principal D and D International un prêt de 12 600 milliers d'euros le 26 mars 2004. Ce crédit-relais, destiné à permettre le remboursement de l'emprunt obligataire convertible 1999 à échéance du 1^{er} avril 2004, a été remboursé lors du règlement-livraison, le 14 avril 2004, de la nouvelle obligation OCEANE de 22 500 milliers d'euros dont la souscription a été lancée le 24 mars 2004.

Au 31 mars 2004, le montant total de l'emprunt est de 12 614 milliers d'euros, ce montant incluant les intérêts courus à cette date et une commission d'engagement.

Au 31 mars 2004, les lignes de crédit non utilisées s'élèvent à 15 359 milliers d'euros.

L'emprunt de 43 milliers d'euros, remboursable sur 10 ans à partir de 2004, correspond à une subvention obtenue en 2002 dans le cadre de l'équipement d'une salle de stockage des déchets.

Les taux d'intérêts applicables aux découverts et crédits courts termes utilisés à la clôture de l'exercice 2003-2004 sont :

- découverts bancaires en France EONIA + (0,5 à 1,25) %
- découverts bancaires en Belgique TBB + 1 %
- découverts bancaires à Taïwan 1,85 % à 2,05 %
- crédits court terme au Japon 1,10 % à 1,40 %

17. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Fournisseurs et comptes rattachés	5 484	6 237	4 536
Effets à payer	1 490	1 402	2 146
Dettes avec sociétés liées :			
- Dickson Concepts Limited	15		
- Dickson Concepts (Wholesale)	10		
- Golden Creation Retail division (Hong Kong)	10	31	0
- Leading Way Apparel Shanghai	41	98	0
- Autres	15	17	69
Total	7 065	7 785	6 751

18. AUTRES DETTES

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Dettes sociales	5 917	5 294	4 852
Impôt sur les bénéfices	95	391	890
Produits constatés d'avance	128	1 084	1 141
Autres dettes	4 852	3 518	3 171
Total	10 992	10 287	10 054

Les autres dettes comprennent notamment les autres dettes fiscales (1 602 milliers d'euros au 31 mars 2004) qui enregistrent la plus forte progression depuis l'année dernière.



19. ENGAGEMENTS HORS-BILAN REÇUS ET DONNÉS

19.1 Engagements reçus

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Lettres d'intention	13 876	13 971	14 275
Autres engagements reçus	276	281	296
Total engagements reçus	14 152	14 252	14 571

Les établissements bancaires avec lesquels le Groupe a contracté ont reçu de Broadgain Investment Ltd des lettres d'intention en garantie des facilités accordées à S.T.Dupont S.A. (France) à hauteur de 12 647 milliers d'euros. Par ailleurs, la filiale de Taïwan a reçu de Broadgain Investment Ltd une lettre d'intention en garantie de facilités à hauteur de 50 000 milliers de Taïwan, soit 1 229 milliers d'euros au 31 mars 2004.

Les autres engagements reçus correspondent à des dépôts de garantie (loyers) à hauteur de 194 milliers d'euros et à une garantie de bonne fin de règlement pour 82 milliers d'euros.

19.2 Engagements donnés

Cautions, avals, garanties et sûretés donnés

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Cautions bancaires filiales	6 507	7 428	9 809
Autres cautions bancaires	194	188	2 995
Commandes fermes d'immobilisations	1 599	68	413
Total engagements donnés	8 300	7 684	13 217

Les cautions bancaires correspondent aux cautions bancaires données par la mère aux principales banques de certaines de ses filiales. Par ailleurs, le Groupe a, au 31 mars 2004, des contrats de vente à terme de devises pour un total de 11 698 milliers d'euros et des contrats optionnels dont le détail est mentionné en note 28.2.

Engagements commerciaux

Engagements commerciaux (En milliers d'euros)	Total	Montant des engagements par période				Évaluation du risque total
		Inférieur à 1 an N	1 an - 5 ans N-1	Supérieur à 5 ans N	Supérieur à 5 ans N-1	
Obligations de rachat	14	14	194			14
Contrats de consignation sur achats	80	80	80			80
Autres contrats commerciaux		-	-			
Total	94	94	274	0	0	94

Il existe des contrats pour certaines fabrications de négoce qui prévoient, en cas d'arrêt de ligne, un dédit auprès des fournisseurs. Au 31 mars 2004, en cas de rupture de l'ensemble des contrats de négoce comportant ce type de clause, le montant global des dédits serait de 14 milliers d'euros.

Le Groupe a conclu des contrats de consignation, notamment avec ses fournisseurs de matières premières, et serait conduit à racheter la marchandise en consignation en cas de rupture de contrat. Au 31 mars 2004, en cas d'arrêt de l'ensemble desdits contrats, le montant global de rachat des stocks existants serait de 80 milliers d'euros.

Le Groupe n'a pas recensé d'autres engagements commerciaux significatifs figurant dans ses contrats commerciaux.

Engagements contractuels

Le Groupe a contracté en 2003 un contrat d'une durée de 10 ans, reconductible 8 ans, pour la production d'eau chaude et le chauffage de son site industriel pour lequel les conditions de sorties seraient négociables en cas de décision de sortie de l'une des parties.

Certains baux de boutiques prévoient une clause de remise en état à la fin du bail dont le montant serait estimé sur devis à cette date. Néanmoins, l'aménagement des boutiques en harmonie avec un environnement luxueux n'est pas de nature à engendrer une dégradation majeure des locaux ; en conséquence l'impact d'une remise en état resterait limité.

Le Groupe n'a pas recensé d'autres engagements significatifs figurant dans ses contrats.

Engagements sur dettes financières

Identification dette concernée	Description des conditions	Montants concernés (en milliers d'euros)		Date de départ	Date d'expiration	Situation actuelle	Risque Total
		31/03/04	31/03/03				
Convention de crédit amortissable avec le CCF	Niveau des capitaux propres et ratio capitaux propres/endettement	1 000	1 500	4/08/00	4/08/05	Non utilisée	1 000
Total		1 000	1 500				1 000

Le montant du crédit amortissable octroyé est dégressif dans le temps :

- 1 000 milliers d'euros du 5 août 2003 au 4 août 2004,
- 500 milliers d'euros du 5 août 2004 au 4 août 2005.

Engagements de location

(En milliers d'euros)	31/03/04	Échéancier de paiement		
		Inférieur à 1 an	1 an - 5 ans	Supérieur à 5 ans
Minima sur contrats de location	1 638	686	952	0
Locations simples bâtiments, boutiques	2 358	1 421	791	145
Autres locations simples	884	428	455	0
Total	4 880	2 535	2 199	145



19.3 Nantissements

Nantissements d'actions inscrites au nominatif pur

Le Groupe S.T.Dupont n'a pas connaissance de l'existence de nantissements de titres de son capital au 31 mars 2004.

Nantissements d'actifs de S.T.Dupont

Le Groupe S.T.Dupont n'a aucun actif nanti au 31 mars 2004.

20. INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Chiffre d'affaires			
Briquets et stylos	49 154	50 573	52 554
Cuir et autres	32 632	31 649	33 402
Redevances	4 182	4 347	5 193
Total	85 968	86 569	91 149
Résultat d'exploitation			
Marge brute sur briquets et stylos	21 713	22 327	24 848
Marge brute sur cuir et autres	15 144	15 158	16 474
Redevances	4 182	4 347	5 193
Coûts non affectés	(44 081)	(42 870)	(41 254)
Total	(3 042)	(1 038)	5 261
Actifs totaux			
Briquets et stylos	54 968	53 685	48 192
Cuir et autres	37 101	30 857	43 341
Total	92 069	84 542	91 533

Les redevances regroupent les revenus perçus au titre des licences conclues avec des tiers, incluant les revenus résultant du contrat signé pour le développement du marché chinois avec une société filiale du Groupe Dickson.

Les contrats de licence comprennent des accords pour la production et la distribution de certains produits sous la marque S.T.Dupont avec les sociétés suivantes :

- Sampoerna (cigarettes haut de gamme distribuées notamment en Asie et au Moyen-Orient) ;
- Bondwood (plusieurs lignes de produits sur le marché chinois) ;
- Inter Parfums (3 lignes de parfum pour homme et femme) ;
- Estede (2 lignes de montures optiques) ;
- ESSC SRL du Groupe Ratti (cravates sur certaines zones) ;
- World Best Cigars (2 lignes de cigares haut de gamme) ;
- Duko (ligne de vêtements) ;
- Itochu Corp. (vêtements pour homme au Japon).

Leur répartition par zone géographique est effectuée par origine de paiement des licences.

21. INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE PAR DESTINATION

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Chiffre d'affaires			
Europe	36 986	37 389	39 463
Asie	39 570	41 231	43 700
Autres régions	9 412	7 949	7 986
Total	85 968	86 569	91 149
Résultat d'exploitation			
Marge brute sur Europe	16 205	15 977	17 632
Marge brute sur Asie	21 322	22 924	25 183
Marge brute sur autres régions	3 512	2 931	3 700
Coûts non affectés	(44 081)	(42 870)	(41 254)
Total	(3 042)	(1 038)	5 261
Actifs totaux			
Europe	40 268	36 850	39 645
Asie	40 639	38 799	42 498
Autres régions	11 162	8 893	9 390
Total	92 069	84 542	91 533

22. FRAIS COMMERCIAUX, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Frais de personnel	(20 967)	(20 458)	(19 525)
Dotations aux amortissements			
des immobilisations incorporelles	(1 496)	(1 002)	(1 044)
des immobilisations corporelles	(747)	(791)	(727)
Dotations nettes aux provisions	(74)	92	(175)
Produits des services après-vente	925	1 515	1 716
Autres	(15 021)	(15 565)	(15 112)
Total	(37 380)	(36 209)	(34 867)

Les principales charges comprises dans les autres frais sont les loyers, les commissions et les services extérieurs.

Les frais de recherche et de développement qui couvrent les dépenses de recherche scientifique, l'élaboration des nouveaux produits, la veille technologique et l'amélioration des procédés existants se sont élevés à 2 181 milliers d'euros au 31 mars 2004, 2 127 milliers d'euros au 31 mars 2003 et 2 259 milliers d'euros au 31 mars 2002.

Les charges liées au personnel du Groupe ainsi qu'au personnel extérieur à l'entreprise, qui sont enregistrées à différents niveaux du compte de résultat, s'élèvent au 31 mars 2004 à 37 624 milliers d'euros contre 37 006 milliers d'euros au 31 mars 2003.

Au titre de l'exercice 2003-2004, la rémunération totale des membres du Comité Exécutif (élargi de deux personnes supplémentaires) s'élève à 1 164 milliers d'euros. Les jetons de présence versés aux membres du Conseil de Surveillance s'élèvent à 4,6 milliers d'euros.

**23. RÉSULTAT FINANCIER**

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Produits financiers	126	283	424
Charges financières	(1 519)	(1 343)	(1 369)
Gains (pertes) de change nets	1 044	408	352
Total	(349)	(652)	(593)

24. ÉLÉMENTS INHABITUELS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Produits / (charges) inhabituels nets	(806)	(2 002)	50
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs	(33)	(66)	(21)
Total	(839)	(2 068)	29

Au 31 mars 2004, le montant des éléments inhabituels comprend principalement :

- les coûts liés au refinancement du Groupe s'élevant à 539 milliers d'euros ;
- une dotation de la provision pour litiges liés aux départs de personnel de 56 milliers d'euros ;
- la reprise de provisions pour clients douteux à hauteur de 140 milliers d'euros ;
- la comptabilisation d'une provision pour dépréciation du réseau de distribution à Taiwan (33 milliers d'euros).

Au 31 mars 2003, le montant des éléments inhabituels comprenait principalement :

- une dotation complémentaire de la provision pour risque fiscal en Allemagne et du solde des exercices redressés pour un montant global de 122 milliers d'euros ;
- une provision dans le cadre d'accords sociaux conclus avec les syndicats pour 1 251 milliers d'euros ;
- une indemnité de rupture de fin de contrat pour la licence Japon de 234 milliers d'euros ;
- une dépréciation d'immobilisations corporelles pour 168 milliers d'euros ;
- des provisions pour restructuration de réseaux de distribution pour 520 milliers d'euros.

Au 31 mars 2002, le montant des produits inhabituels comprenait principalement la reprise d'une provision pour litige de 305 milliers d'euros devenue sans objet et l'actualisation de la provision pour risque fiscal en Allemagne pour 266 milliers d'euros.

25. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Impôts courants	(695)	(969)	(869)
Impôts différés (note 26)	26	(272)	271
Total	(669)	(1 241)	(598)

Le profit net d'impôt correspondant aux éléments inhabituels s'élève à 6 milliers d'euros.

26. IMPÔTS DIFFÉRÉS**26.1 Variation nette des impositions différées (situations active et passive)**

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Solde d'impôts différés actifs ouverture	1 310	1 563	1 300
Solde d'impôts différés passifs ouverture	(195)	(101)	(86)
Situation nette d'impôts différés active ouverture	1 115	1 462	1 214
Effet sur le résultat			
- Actif	(152)	(170)	285
- Passif	175	(102)	(14)
Effet périmètre			
- Actif	0	0	0
- Passif	0	0	0
Autres			
- Actif	0	0	0
- Passif	2	0	0
Effet change			
- Actif	(11)	(83)	(22)
- Passif	6	8	(1)
Solde d'impôts différés actifs clôture	1 147	1 310	1 563
Solde d'impôts différés passifs clôture	(12)	(195)	(101)
Situation nette d'impôts différés actifs clôture	1 135	1 115	1 462

Les actifs d'impôts sur reports déficitaires ordinaires du Groupe non constatés s'élèvent à 10 073 milliers d'euros au 31 mars 2004 (4 780 milliers d'euros au 31 mars 2003 et 5 363 milliers d'euros au 31 mars 2002).

Par ailleurs, le Groupe dispose en France d'actifs d'impôts sur déficits indéfiniment reportables non constatés à hauteur de 8 150 milliers d'euros au 31 mars 2004 (4 295 milliers d'euros au 31 mars 2003 et 1 686 milliers d'euros au 31 mars 2002).

26.2 Les impôts différés constatés au bilan sont liés aux différences temporaires suivantes :

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Élimination des résultats internes	563	574	820
Provisions	132	182	160
Engagements de retraite	230	384	464
Amortissements		2	49
Déficits	14	30	0
Autres	208	138	70
Total Actif	1 147	1 310	1 563
Provisions	0	(89)	(68)
Autres	(12)	(106)	(33)
Total Passif	(12)	(195)	(101)

**26.3 Analyse de l'écart entre le taux d'imposition réel et le taux d'imposition théorique**

(En milliers d'euros)	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Taux d'imposition théorique en France	35,42 %	35,42 %	35,42 %
Impôt selon le taux théorique	1 522	1 331	(1 664)
Différence sur imposition à l'étranger	490	423	684
Changement de taux	19	38	(15)
Charges et produits non imposables	487	366	(220)
Utilisation des déficits reportables	33	(901)	757
Actifs d'impôts non constatés	(3 206)	(2 498)	(140)
Régularisations diverses	(13)		
Impôts	(669)	(1 241)	(598)
Taux d'impôt réel	-15,6 %	-33,0 %	12,7 %

27. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net – part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Résultat net – part du Groupe	(5 294)
Nombre moyen d'actions en circulation	6 226 184
Résultat net par action	(0,85)

Le résultat dilué par action est calculé en retenant le nombre d'actions moyen pondéré en circulation au cours de l'exercice ajusté pour tenir compte de la conversion des actions potentiellement dilutives. Au 31 mars 2004, le Groupe S.T.Dupont a, comme actions potentiellement dilutives, les obligations convertibles.

Ainsi, l'emprunt obligataire convertible est considéré comme ayant été converti en actions à la date de son émission et le résultat net est ajusté afin d'éliminer la charge financière et l'amortissement de la prime de remboursement correspondants, nets d'impôts le cas échéant.

Résultat net – part du Groupe	(5 294)
Frais financiers	524
Amortissement primes de remboursement	48
Résultat net – part du Groupe après retraitement	(4 722)
Nombre moyen d'actions en circulation	6 226 184
Nombre moyen d'obligations non converties	1 164 202
Nombre d'actions total	7 390 386
Résultat net dilué par action	(0,64)

28. RISQUES DE L'ÉMETTEUR**28.1 Risque de liquidité**

Échéancier des grandes catégories de dettes (hors intérêts courus) :

Nature de la dette	Taux d'intérêt	Montant (en milliers d'euros)	Échéances	Couvertures
Emprunt obligataire	Taux fixe	11 989	2004 *	néant
Concours bancaires et crédits bancaires court terme				néant
(Crédits conservés en taux variables dans leur monnaie d'origine)				
Euro	Taux variable	573	2004	néant
Dollar US	Taux variable	255	2004	(crédits conservés
Franc suisse	Taux variable	5	2004	en taux
Dollar de Hong Kong	Taux variable	120	2004	variables dans
Dollar de Taïwan	Taux variable	1 671	2004	leur monnaie
Yen	Taux variable	3 135	2004	d'origine)
Autres dettes				
Financement régional	Taux fixe	48	2004/2014	néant
Prêt maison mère (euro)	Taux variable	12 600	2004	néant
Lignes de crédit confirmées non tirées				
Euro		1 557	2004/2005	néant
Franc suisse		96	2004	néant
Dollar de Hong Kong		1 328	2004/2005	néant
Dollar de Taïwan		295	2005	néant
Dollar de Singapour		24	2004	néant
Ringitt		119	2004	néant

* Emprunt obligataire échangeable en actions S.T.DUPONT et remboursable à compter du 1^{er} avril 2004.

Hors intérêts courus, l'emprunt obligataire représente près de 39 % de l'endettement, du fait du crédit-relais accordé par l'actionnaire de référence, et mis en place pour assurer le refinancement des obligations convertibles arrivant à échéance le 1^{er} avril 2004, ce dans l'attente des fonds à provenir de l'émission d'OCEANE présentée sur le marché français le 24 mars 2004.

Le détail des opérations de refinancement est décrit dans le chapitre 7.2 Structure financière du rapport de gestion du Groupe.

Le Groupe a ainsi sécurisé, avec l'engagement de l'actionnaire majoritaire, sa structure financière pour assurer son développement.

Lignes de crédit

Le Groupe S.T.Dupont bénéficie de lignes de crédit confirmées et non confirmées, accordées par des banques internationales, lui permettant de constituer une réserve de liquidité significative.

Le montant des lignes de crédit non confirmées accordées aux entités du Groupe S.T.Dupont au 31 mars 2004 s'élève à 16 737 milliers d'euros, dont 11 940 milliers ne sont pas utilisés. Les accords relatifs à ces lignes de crédit ne contiennent pas de dispositions conditionnant les termes

et modalités du crédit octroyé aux ratios financiers de l'entité en question ni à ceux de la maison mère, ou à la surveillance d'événements susceptibles d'avoir un impact significativement défavorable sur sa situation financière.

Le Groupe dispose également de lignes de crédit confirmées qui, autorisations de découvert mises à part, existent sous la forme d'un crédit amortissable annuellement de 1 000 milliers d'euros à échéance août 2005 pour S.T.Dupont S.A. (France), ainsi qu'une ligne de crédit court terme type spot pour les besoins de S.T.Dupont Investment PTE LTD et un montant global de 10 000 milliers de dollars de Hong Kong (1 049 milliers d'euros).

Les cas prévus aux contrats d'exigibilité anticipée (immédiate) ou d'annulation de ces lignes de crédit confirmées lorsqu'elles ne sont pas tirées portent essentiellement sur le respect d'une part d'un montant minimum de capitaux propres et d'autre part d'un montant maximum d'endettement calculé en proportion des fonds propres tous les semestres ; seul le contrat de ligne de crédit amortissable (représentant en montant 19 % de l'encours total de ces lignes) comporte une clause de changement de contrôle qui, si elle était activée, produirait les mêmes effets.

28.2 Exposition aux risques de taux et de change**Risque de taux**

La position courante de trésorerie est gérée selon les objectifs principaux fixés par la Direction du Groupe (maintenir une liquidité maximale, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe des taux, minimiser le coût d'emprunt), et sur la base d'une référence de taux d'intérêt au jour le jour.



La Trésorerie du Groupe S.T.Dupont gère le risque de taux lié à la dette nette globale du Groupe. Cette dette est connue à travers un système de reporting mensuel de trésorerie avec indication de la dette par nature et par type de taux (fixe-variable). En complément, chaque entité du Groupe fournit semestriellement dans le cadre de la préparation des comptes consolidés la structure de sa dette en détaillant la part fixe et variable, court terme et long terme, ainsi que les taux d'intérêt payés pour chaque dette. Elle précise également les produits dérivés qui lui sont éventuellement attachés ; comme défini par la politique financière du Groupe, ces instruments sont dits simples (swaps de taux, contrats de taux à terme par exemple) et impérativement traités avec des contreparties bancaires de premier plan.

Les taux d'intérêts moyens sur les postes significatifs de la dette sont :

Émission obligataire 1999.....	4,50 %
Prêt maison mère	3,84 %

L'émission obligataire en cours à la clôture a été offerte au marché au taux de 7 %.

Aucun instrument dérivé n'a été utilisé à effet de couverture durant l'exercice clos au 31 mars 2004.

L'échéancier au 31 mars 2004 de la dette brute (hors intérêts courus) et des actifs financiers avant et après gestion est présenté ci-après. Il est précisé qu'aucune dette n'a été contractée à taux révisable.

(En milliers d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs financiers bruts (hors intérêts courus)	21 325	0	0	21 325
Fixe	12 104			12 104
Variable	9 221			9 221
Total passifs financiers bruts (hors intérêts courus)	(30 353)	(43)	0	(30 396)
Fixe	(11 994)	(43)		(12 037)
Variable	(18 359)			(18 359)
Position nette avant gestion	(9 028)	(43)	0	(9 071)
Position hors bilan				-
Position nette après gestion	(9 022)	(43)	0	(9 065)

Sensibilité au risque de taux d'intérêt

Au 31 mars 2004, sur la base de la position de clôture, l'impact d'une hausse des taux d'intérêts de 1 % sur l'ensemble des courbes de taux augmenterait de 91 milliers d'euros la charge nette annuelle de financement du Groupe, en prenant l'hypothèse que le montant total de la dette à taux variable reste stable.

Risque de change*Risque de conversion*

De par la localisation géographique des entités juridiques filiales du Groupe, leurs actifs, passifs, produits et charges sont exprimés en différentes devises (monnaies principalement liées au dollar US et au yen). Les comptes de la Société mère sont en euros. Les actifs, passifs, produits et charges des filiales libellés dans des monnaies autres que l'euro doivent donc être convertis en euros pour être consolidés dans la monnaie de la maison mère.

Si l'euro s'apprécie par rapport à une autre monnaie, la valeur en euro des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges initialement comptabilisés dans cette autre devise diminuera. À l'inverse, si le cours de l'euro diminue par rapport à une monnaie, la valeur en euro des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges initialement comptabilisés dans cette autre devise augmentera. Ainsi, les variations de valeur de l'euro peuvent avoir un impact sur la valeur en euro des éléments d'actif et de

passif, de produits et de charges non libellés en euro, même si la valeur de ces éléments n'a pas changé dans leur monnaie d'origine.

La proportion du chiffre d'affaires net du Groupe par monnaie se répartit de la façon suivante :

EUR	48 %
USD	26 %
JPY	16 %
Autres	10 %
Total	100 %

De ce fait, et sur la base des chiffres de 2003-2004, le Groupe estime qu'une variation de 1 centime d'euro contre dollar US et monnaies liées aurait un impact sur le résultat net consolidé d'environ 224 milliers d'euros.

Ce risque n'est pas couvert à ce jour par la société.



Au travers de la politique du Groupe en matière de gestion du risque de change, politique que la Société a voulu dynamique, S.T.Dupont poursuit plusieurs objectifs :

- couvrir la position à gérer à horizon douze mois, tout en tenant compte d'un encours à la clôture ;
- protéger systématiquement le cours de référence défini dans le cadre budgétaire ;
- conserver suffisamment de souplesse pour profiter des évolutions favorables des parités ou absorber les aléas sur les montants à gérer.

Dans ces conditions, la stratégie de gestion revient à combiner les différents instruments de couverture disponibles afin de répondre au mieux aux trois critères cités précédemment. Des niveaux d'alerte sont prédéterminés ; s'ils sont atteints, ils déclenchent des opérations de couverture.

Le netting des flux par devise fait donc l'objet d'une stratégie de couverture consistant à combiner :

- des couvertures de change par des ventes à terme pour la position bilantielle en adéquation avec le cycle d'exploitation des filiales et les conditions de règlement ;
- des couvertures de change au moyen d'options. En effet, le Groupe couvre également ses ventes futures pour protéger le résultat net.

Les instruments financiers dérivés détenus au bilan au 31 mars 2004, et contractés par la maison mère pour couvrir les transactions commerciales non encore dénouées de l'exercice 2003-2004 et les opérations prévisionnelles de l'exercice 2004-2005, se détaillent comme suit :

(En milliers d'euros)	Montant nominal	Primes payées	Juste valeur
Changes à terme			
Vente devises contre euros			
EUR/USD	2 426	-	184
EUR/JPY	3 189	-	(100)
EUR/HKD	4 507	-	185
EUR/CHF	1 576	-	26
Total changes à terme	11 698	-	295
Options de change			
Options EUR/USD	(64)	1	11
Options EUR/JPY	(192)	2	(127)
Options EUR/HKD	(215)	6	19
Options EUR/CHF	(33)	1	(3)
Total options de change	(504)	10	(100)
dont options achetées	11 260	11	226
dont options vendues	(11 764)	(1)	(326)
Total	11 194	10	195

Risque de transaction

Outre ce risque de conversion, le Groupe S.T.Dupont est exposé dans ses activités au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan ou sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable lorsque celles-ci sont libellées dans une devise autre que la devise locale de l'entité qui réalise la transaction. La volatilité des taux de change peut alors entraîner une baisse de la valeur de la transaction dans la devise d'origine.

Le principe du Groupe est en général de facturer à partir de la société mère les filiales dans leur monnaie locale, sauf dans les cas exceptionnels où cette monnaie n'est pas convertible sur les marchés financiers. Certains clients export sont également facturés en devises étrangères.

Aussi, et s'agissant des modalités de couverture, la seule maison mère a donc mis en place une gestion mutualisée des risques de change en compensant les flux de sens opposés, i.e. les flux découlant des approvisionnements, essentiellement européens, et ceux induits par la facturation à partir de la Société mère, à laquelle s'ajoute les royalties et la facturation en devises étrangères de certains clients export. La position nette de change du Groupe ainsi déterminée est couverte sur le marché.

Seule S.T.Dupont Distribution PTE Ltd détient par ailleurs deux contrats de change à terme (achats euro contre dollar de Singapour) au 31 mars 2004, pour un total de 70 millions d'euros.

Le total des options vendues correspond exclusivement aux ventes d'options opérées dans le cadre de la mise en place de tunnels d'options à prime nulle, étant entendu que sont extraites de ce montant les ventes d'options sèches résultant de la décomposition des tunnels asymétriques en tunnels symétriques et les ventes d'options distinctes.

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché.

Au 31 mars 2004, environ 92 % de la position des flux estimatifs annuels 2004-2005 de la Société mère en dollar US est couverte. Les opérations traitées permettent de défendre un cours moyen de 1,14 pour l'EUR/USD, et la stratégie mise en place permet encore de bénéficier de 8 % des éventuelles évolutions favorables de la devise. La position des flux estimatifs de la maison mère en yen est couverte, quant à elle, à environ 73 % (dont 58 % par voie d'options de vente européennes) et 132,93 pour l'EUR/JPY, la stratégie mise en place permettant de bénéficier encore de 27 % cette fois des éventuelles évolutions favorables du yen. L'ensemble de la position en franc suisse est protégée au 31 mars 2004 à hauteur de 66 % et à un niveau proche de EUR/CHF 1,533, sachant que 34 % des éventuelles évolutions favorables du franc suisse peuvent encore nous profiter dans le cadre de notre stratégie. Enfin, la position des flux estimatifs de la maison mère en dollar de Hong Kong est protégée à même date à hauteur de 84 % (position couverte à un niveau proche de EUR/HKD 9,094).

Le Groupe n'a pas de position en devises significatives non couvertes au bilan.

28.3 Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle une entité du Groupe souhaite travailler doit avoir été préalablement autorisée par la Société mère après appréciation de la solidité financière de la contrepartie. Dès lors, le Groupe considère être faiblement exposé au risque de contrepartie.

Par ailleurs, les instruments financiers utilisés dans le cadre de la gestion des risques de change et de taux sont négociés avec des contreparties bancaires internationales de premier plan.

Enfin, le Groupe n'est pas exposé à un risque lié à des concentrations significatives.

28.4 Risque actions

Le risque actions est le risque lié à une variation défavorable du prix des titres de capital détenus.

Le Groupe ne détient pas de titres de sociétés cotées, mais un portefeuille de 12 272 actions propres comptabilisé dans les livres de la Société mère, et valorisé au 31 mars 2004 en valeur de marché à environ 50 millions d'euros. Ce portefeuille a été constitué par le biais d'une convention d'animation conclue par la société mère dans la limite de 305 millions d'euros auprès d'une Société de Bourse en vue d'assurer l'animation du marché boursier ainsi qu'une liquidité suffisante du titre S.T.Dupont.

En tant que société cotée, la valeur du Groupe S.T.Dupont est soumise aux aléas des marchés. Mais la faiblesse du nombre de titres d'autocontrôle fait qu'une décote de 10 % de la valeur de marché du titre S.T.Dupont n'affecterait pas les comptes de façon significative.

28.5 Évaluation des instruments financiers

Les valeurs comptables des actifs et passifs financiers suivants sont proches de leur juste valeur : trésorerie, placements, créances et dettes fournisseurs, autres créances et autres dettes, emprunts à court terme et à long terme. L'information sur la juste valeur de l'emprunt obligataire figure dans la note 15.



29. EFFECTIF MOYEN

	31/03/2004	31/03/2003	31/03/2002
France	657	648	642
<i>dont</i>			
- Cadres	85	78	69
- Agents de maîtrise – VRP	19	21	22
- ETAC – ETA – Ouvriers	553	549	551
Étranger	189	187	181
Total	846	835	823

30. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les opérations financières avec les sociétés liées sont explicitées dans la note 16 aux états financiers.

Les transactions les plus importantes comptabilisées au cours de l'exercice sont :

- les revenus de licences au titre du contrat signé avec Bondwood Investment ;
- les Management Fees entre STD Marketing et Dickson Concept Limited ;
- la mise à disposition de personnel par Dickson Concept Ltd à STD Marketing Limited ;
- les ventes faites à des sociétés liées.

Nom de la Société	Nature des transactions	Montant des transactions de la période profit/(dépende) (en milliers d'euros)	Montant bilantiel (en milliers d'euros)
Bondwood Investment	Redevances	1 612	304
	Autres	(336)	
Dickson Concept Limited	Loyers	(53)	(15)
	Autres	(46)	
Dickson Concept Limited (Retail division)	Services	(62)	(7)
Dickson Concept Limited (Wholesale division)	Services	(136)	(10)
Dickson Warehousing Limited	Prestations de services (entrepôt de Shatin)	(63)	
	Autres	(6)	
Ever Success Management Limited	Prestations de services	(87)	(7)
Hong Kong Seibu	Ventes nettes sur les points de ventes	705	24
	Loyers	(176)	
	Autres	(15)	
Dickson Communication Ltd	Dépenses publicitaires	(60)	
Golden Creation (Retail Division)	Salaires	(77)	(10)
	Autres	2	
Hinkley Retail Division	Prestations de services	78	47
Leading Way Apparel Shanghai Ltd	Ventes	132	(41)
	Achats	(277)	
	Autres	4	
Shenzhen Seibu Dpt Store Cy Ltd	Ventes	361	136
	Autres	108	49
Total		1 608	470

31. ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Émission d'un emprunt obligataire

Le 14 avril 2004, S.T.Dupont a émis 4 756 871 obligations à option de conversion et/ou échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) au prix de 4,73 euros. Cet emprunt d'une valeur nominale de 22,5 millions d'euros portera un intérêt de 7 % payable à terme échu le 1^{er} avril de chaque année. Les obligations seront remboursées en totalité le 1^{er} avril 2009.

Outre le remboursement du prêt-relais ayant permis de rembourser l'obligation convertible de 12,6 millions d'euros émise en 1999 arrivant à échéance le 1^{er} avril 2004, l'OCEANE lancée le 24 mars 2004 (ouverture du délai de souscription) permettra de financer le plan de redéploiement de la marque.

Cette opération a connu un fort succès puisque les obligations offertes par priorité aux actionnaires du Groupe ont été sursouscrites à hauteur de 26 %. La tranche de 10 % réservée au public a également été sursouscrite à hauteur de 17 %.

L'actionnaire majoritaire, après finalisation de l'opération, a indiqué à la société qu'il était détenteur de 3 403 485 obligations convertibles correspondant à 71,55 % des 4 756 871 obligations convertibles émises au total.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 mars 2004

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société S.T.Dupont relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

2. Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1.7 "Immobilisations incorporelles" de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des droits au bail, dont la valeur probable de réalisation a été déterminée sur la base de rapports d'experts. Nous avons pris connaissance de ces rapports et procédé à l'appréciation des approches retenues pour la détermination de la valeur probable de réalisation.

La note 3 "Écarts d'acquisition" de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des écarts d'acquisition, dont les éventuelles pertes de valeur donnant lieu à un amortissement exceptionnel sont déterminées par comparaison de la valeur comptable des écarts d'acquisition aux résultats nets actualisés des sociétés acquises. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons revu l'approche retenue et les calculs effectués par la société pour apprécier les évaluations qui en résultent.

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains. Ces provisions pour risques et charges sont détaillées dans la note 13 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues par la direction, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport d'activité du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 5 juillet 2004

Les Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

PricewaterhouseCoopers Audit
représenté par
Hervé Panthier

Ricol, Lasteyrie & Associés
représenté par
Gilles de Courcel